



COMITÉ D'HISTOIRE

INRAE  cirad

n° **23** ARCHORALES TOME 1  
TRAJECTOIRES CIRADIENNES



Madagascar. 2017. Un marché dans le Sud de Madagascar où l'on peut voir les charrettes et bœufs de trait qui ont permis aux exposants sur ce marché d'apporter leurs marchandises destinées à la vente.

© Philippe Lhoste

# PHILIPPE LHOSTE

36

Le témoignage de Philippe Lhoste est le fruit d'un entretien conduit par Étienne Hainzelin et Éric Malézieux, à Montpellier le 26 octobre 2023. Après la transcription de l'enregistrement, un travail complémentaire avec plusieurs aller et retour ont permis d'aboutir à la version finale validée par le témoin et publiée ici. Les illustrations ont été fournies par Philippe Lhoste, avec quelques compléments provenant de la photothèque du Cirad.

## DANS UN PREMIER TEMPS, NOUS COMMENCERONS AVEC VOS SOUVENIRS LES PLUS ANCIENS ET TOUT CE QUI A PU CONDUIRE À VOTRE CARRIÈRE AU CIRAD.

Je suis né en 1941 dans une famille de cinq enfants dans une exploitation agricole de taille moyenne du Bassin parisien, dans la région qu'on appelle le Valois, dans l'arrondissement de Château-Thierry, au Sud du département de l'Aisne. J'étais l'avant-dernier de la fratrie de quatre garçons et une fille. C'était une exploitation agricole de polyculture-élevage. Il y avait environ quatre-vingts hectares. On était dans des systèmes de production que l'on pourrait maintenant qualifier d'« agro-écologiques », avec l'utilisation de la traction et de la fumure animales. Il y avait, dans la ferme, deux « attelées » de trois juments, et un étalon. On avait quelques vaches, et un troupeau de brebis avec un berger, des volailles, etc. Ce n'était d'ailleurs pas une ferme très facile, pour cette région de grandes cultures. Mon père s'est retrouvé, pour des raisons familiales, à la tête de cette exploitation avec des terrains pas toujours très favorables, et en faire-valoir direct. Parmi les cinq enfants, j'étais

celui qui, très jeune, était déjà passionné par les activités agricoles. Je n'arrivais pas à dormir le matin pendant les vacances et j'étais toujours levé en même temps que mon père ; s'il y avait un poulinaige, j'étais dans l'écurie avec lui. Le goût que j'ai rapidement développé pour une formation agronomique et ensuite pour l'association agriculture-élevage et la traction animale a sans doute ses racines dans cette ferme familiale. Mon père, lui-même fils d'agriculteur, n'avait pas de formation particulière, mais, mes parents, très ouverts, ne voyaient pas leurs enfants rester dans l'agriculture comme eux. Je n'étais pas allé à l'école primaire de la commune, car elle était loin de la ferme, et avait une très mauvaise réputation ; mes parents avaient donc une « jeune fille au pair » à la maison pour faire travailler leurs cinq enfants sous la supervision de ma mère. J'ai donc suivi l'enseignement primaire à la ferme, avec mes aînés. Et j'ai ensuite eu la chance, comme mes frères, de faire mes études secondaires au collège Saint Joseph, tenu par des jésuites, à Reims. On nous y incitait à exprimer nos talents et notre ambition professionnelle. De ce point de vue, ces études à Reims m'ont beaucoup aidé à préciser ma



Remerciements lors du pot de départ en retraite de Philippe Lhoste en 2004.

vocation agronomique. J'étais très jeune et décalé par rapport aux autres élèves, puisque j'avais deux ans d'avance : je me suis donc retrouvé au baccalauréat à seize ans, et à l'Agro (Institut national agronomique de Paris) à dix-huit ans. Pourquoi l'Agro ? En fait, je me suis toujours dit : « *Je vais rester attaché à ces questions de production agricole et alimentaire* ». Je ne me voyais pas vraiment ailleurs.

Je suis donc allé en classe préparatoire « Agro » à « Ginette » (Lycée Sainte Geneviève à Versailles) ce qui s'est révélé très lourd financièrement pour mes parents. C'est pour moi une période relativement vide car on ne faisait que travailler pour préparer les concours, et le grand changement est intervenu avec l'intégration à l'Agro, rue Claude Bernard, à Paris, en 1959. Je n'étais alors pas vraiment décidé sur une orientation précise mais il y avait une proportion élevée de la promotion qui pensait aux Eaux et Forêts (Ecole nationale des eaux et des forêts), c'était la mode. Il y avait déjà, en cela, un certain sentiment écologique, certes pas du tout affiché comme maintenant, mais réel. Avec l'ouverture du champ des possibles que nous offrait la formation à l'Agro, j'ai découvert d'autres orientations qui m'ont plu. Très vite, et notamment en raison de contacts et conseils de certains seniors, j'ai souhaité m'orienter vers les pays en développement. J'ai en effet rencontré des personnes, encadrants et collègues, qui m'ont marqué en m'ouvrant de nouveaux horizons et m'aidant à préciser mon orientation. Avec le recul, je reconnais que René Dumont, notre professeur d'« Agriculture comparée », m'a beaucoup marqué, et j'ai eu la chance de faire un voyage d'études avec lui dans le Languedoc, en 1962 : une découverte pour moi, fils de paysan du Nord de la France qui découvrait « le midi ». C'était tout à fait passionnant. Je reprends volontiers une phrase de René Dumont, que je pourrais presque signer : « *Petit-fils de paysan, je dois défendre les paysanneries des pays sous-développés et souvent opprimés, ces vrais prolétaires des temps modernes* ». Très vite, à l'Agro, avec René Dumont et des collègues africains, j'ai été attiré par la coopération. Et en fin de deuxième année, on



Dans le Valois (Sud de l'Aisne), berceau de la famille, en 1951 : avec une grosse carpe.

choisit son orientation et je savais que ce serait vers la coopération. Je découvrais l'Orstom (devenu IRD) et j'ai donc candidaté et été retenu en tant qu'« élève fonctionnaire ». À ce titre, l'Orstom nous donnait l'équivalent d'un petit SMIC. Je crois que c'était environ 900 francs par mois ce qui ferait, je crois, un peu plus que 900 € maintenant. J'ai signé mon contrat avec l'Orstom en 1961, en fin de deuxième année de l'Agro et j'ai fait deux années « élève Orstom », au cours desquelles j'ai d'abord suivi les cours de l'Esat (Ecole supérieure d'Agronomie tropicale) à Nogent-sur-Marne, puis la spécialisation de recherche zootechnique à l'Agro. À l'Esat, j'ai encore retrouvé René Dumont comme professeur très respecté. J'étais avec Jacques Diouf (futur secrétaire d'État à la recherche scientifique au Sénégal, puis directeur de la FAO de 1994 à 2011), ainsi que Jacques Lefort, venant de Grignon et futur collègue au Cirad.

Stéphane Henin, professeur d'agronomie à l'Agro, et Jean Pagot, directeur général à l'ITEMVT (Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des Pays tropicaux), avaient un droit de regard sur les formations à l'Orstom. Sous leur impulsion, je m'engage dans une quatrième année d'Agro, dans la section de recherche zootechnique du Professeur Jacques Delage, avec aussi Pierre Charlet, Julien Coléou, Bertrand Vissac... Et s'il y a quelqu'un qui m'a vraiment marqué parmi ces intervenants, c'est Bertrand Vissac qui a été

bien plus tard rapporteur de ma thèse. J'ai d'ailleurs ensuite gardé des relations privilégiées avec Bertrand Vissac, fondateur du département Sad (Systèmes agraires et développement) à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique). Je ne comprenais pas toujours bien toutes ses réflexions, car c'était quelqu'un qui avait une pensée riche et complexe, comme son successeur à la tête du département Sad, Bernard Hubert... Ceci dit en toute amitié et respect pour ces deux scientifiques qui ont beaucoup compté pour moi. J'ai ensuite, beaucoup plus tard, sollicité Bernard Hubert pour présider la mission « Production animale » (Mipa, Cirad) dont j'étais l'animateur et j'avoue que, quelquefois, j'avais du mal à le suivre dans ses développements théoriques qui surprenaient aussi mes collègues du département élevage du Cirad et je devais même le défendre vis-à-vis de certains chercheurs.

Julien Coléou était jeune enseignant à l'Agro. Il nous a accompagnés dans un voyage d'études en Russie, via l'Ukraine où on a visité des kolkhozes autour de Kiev, puis en Géorgie. C'est un souvenir inoubliable, avec les visites, les rencontres, les discussions dans le train. On a fait l'aller-retour à Moscou en train, c'était une expérience très riche en termes de découvertes et d'échanges.

Stéphane Henin était l'un de mes tuteurs scientifiques au titre de l'Orstom. Il était impressionnant, froid, peu disponible, et à la fois visionnaire ;



Étudiant à l'Agro (INA-Paris), en stage d'été en Mauritanie en 1961/ La découverte des services de l'élevage et cours d'agronomie-zootéchnie donnés à des étudiants mauritaniens.

honnêtement, j'ai eu un peu de mal avec lui. À la chaire de zootechnie, Pierre Charlet était, au contraire, un « toucheur de bœufs » ; il encadrait les travaux pratiques sur le terrain : comment on apprécie la mamelle d'une vache, la conformation d'un bélier, par exemple. En tant que fils d'agriculteur, je faisais partie d'une minorité de quatre ou cinq étudiants dans la promotion, à venir vraiment du milieu rural.

#### EN 4<sup>e</sup> ANNÉE D'AGRO, COMME « ÉLÈVE ORSTOM », COMMENT ÇA SE PASSE POUR VOUS ?

J'ai eu à cette époque estudiantine et parisienne beaucoup de contacts et d'échanges avec différentes personnes qui m'ont beaucoup aidé. J'arrivais de mon village et de la ferme familiale. J'étais avide de connaissances nouvelles ; j'étais comme une éponge. À titre d'exemple, je fais alors un stage assez long à l'Inra, à Jouy-en-Josas. J'y découvre des chercheurs parmi lesquels Bertrand Vissac, Camille Demarquilly, des gens qui m'ont formé. J'ai aussi beaucoup de contacts avec un certain nombre d'étudiants africains. Je me rappelle précisément Léonard Mpouma,

qui a été ministre au Cameroun après l'Agro. Les Africains qui arrivaient, dans les années 1960, dans des formations supérieures en France étaient l'élite estudiantine de leur pays. J'ai connu un vétérinaire camerounais, Maikano Abdoulaye à Maisons-Alfort dans une spécialisation sur l'élevage en régions chaudes ; il a été ensuite directeur de l'Élevage, quand j'étais moi-même chercheur au Cameroun, puis ministre sous la présidence d'Ahmadou Ahidjo, avant que l'un et l'autre ne soient balayés par la chute d'Ahidjo. J'ai rencontré Jacques Diouf, futur ministre au Sénégal. Je m'intéressais beaucoup à la situation de ces pays en développement, récemment indépendants. La confirmation de mon choix de l'Orstom s'est faite grâce aux contacts que j'ai pu avoir avec ces étudiants, à la cité Universitaire, sur les terrains de sport ou sur les bancs de l'Agro. Dès la deuxième année, deux mots clés étaient déjà inscrits dans mon projet professionnel : « coopération » et « systèmes d'élevage ». Enfin, on ne disait pas encore « système d'élevage », mais « production animale ». Les aspects recherche et développement n'étaient pas encore très présents dans mon esprit. Mais j'ai découvert « l'approche recherche » dans la section de recherche zootechnique pilotée par le professeur Jacques Delage à l'Agro. Il s'agissait de démarches de recherche assez conventionnelles, sur les principales fonctions zootechniques comme l'alimentation, la reproduction, la conduite de l'élevage, etc. Avec le recul, cette formation à la recherche s'est effectivement révélée « conventionnelle » mais je considère, en revanche, que quand je me suis retrouvé dans une petite équipe de trois personnes au Cameroun, j'étais le seul à avoir une formation à la recherche et des bases « zootechniques » assez solides. Les deux autres collègues, seniors fort sympathiques (un agronome, forestier et un vétérinaire), avaient connu la période coloniale : ils avaient dix ans de plus que moi et avaient commencé leur carrière en Afrique dans les années 1950, avant les indépendances. Malgré mon jeune âge, j'ai pu impulser, grâce à ma formation à l'Agro, des démarches de recherche, dans une équipe qui n'était pas vraiment préparée à cela.

#### COMMENT S'EST FAIT VOTRE PASSAGE À CE PREMIER POSTE ?

Après mes quatre ans d'Agro, je devais partir pour le service militaire dans la Marine, suite à la PMS (préparation militaire supérieure). La guerre en Algérie venait de se terminer. Au cours de l'été de 1963, j'ai eu un accident de voiture assez grave et j'ai été arrêté presque une année avec des séquelles sérieuses puis de la rééducation, à tel point que j'ai été ajourné, puis réformé parce que j'avais alors un handicap à la jambe droite. J'ai donc eu une période de plusieurs mois, d'août 1963 à mars 1964, où j'étais pratiquement immobilisé. Ensuite, j'ai été rapidement actif, avec des études que m'avait confiées mon futur directeur, Jean Pagot, alors directeur général de l'IEMVT ; il a eu beaucoup de difficultés pour me faire partir au Cameroun. En début de l'année 1964, j'ai dû passer deux ou trois visites médicales au titre de l'Orstom avec des inspecteurs qui ne voulaient pas me laisser partir en coopération en Afrique, en raison de mon état physique. Un jour, Jean Pagot m'a dit : « Il faut repasser car avec celui-ci, ça devrait marcher ». C'est ainsi que finalement j'ai pu partir pour le Cameroun en septembre 1964, soit un an après mon accident de voiture. Mais Jean Pagot avait eu l'astuce de me faire travailler pendant ce temps d'incapacité physique entre la fin de mes études et le départ en Afrique. Dès que j'ai pu mettre pied à terre, début 1964, il m'a envoyé à la Caisse centrale de coopération économique à Paris (devenue l'Agence française de développement, AFD) pour travailler sur des documents (confidentiels) concernant les ranches d'Afrique créés par la France. J'ai consulté des documents originaux sur la création de ranches d'élevage bovin dans la vallée du Niari au Congo. Je découvrais complètement ces opérations d'élevage originales en Afrique francophone. J'en ai retenu des enseignements qui me seront utiles dans mon futur poste au Cameroun. J'ai rédigé une synthèse de ces rapports et j'aurais dû en publier des éléments, parce que c'était tout à fait passionnant sur des thèmes peu documentés dans la littérature zootechnique francophone.

Bref, c'est comme ça que je suis arrivé en tant que chercheur Orstom, détaché à l'IEMVT, à la station zootechnique de Wakwa (près de Ngaoundéré), au Nord-Cameroun.

Jean Pagot, directeur général de l'IEMVT, était un vétérinaire très ouvert, qui était passé par les États-Unis qui l'avaient marqué et dont il me parlait souvent. Il expliquait : « *mon projet pour l'IEMVT, c'est de constituer des équipes mixtes, avec des vétérinaires, des agronomes et des universitaires* ». Il recrutait à l'IEMVT des chercheurs formés par l'Orstom car il n'y avait pas d'unité de recherche en production animale pour les accueillir à l'Orstom. Mais l'ouverture qui a manqué, à l'époque, à l'IEMVT, c'est l'intégration de chercheurs en sciences humaines. Il n'y avait dans nos équipes, à cette époque, ni économistes, ni sociologues, ni géographes. On avait tendance à rechercher ces compétences à l'Orstom, avec des collègues comme Jean Boutrais, Michel Benoit ou Henri Barral, chercheurs que j'ai connus avec bonheur sur le terrain, au Cameroun, en Haute-Volta (devenu le Burkina Faso) et au Sénégal ; ils m'ont beaucoup apporté.

Jean Pagot m'a donc affecté au Cameroun dans une grande station d'élevage (la station de Wakwa, à Ngaoundéré) qui ne dépendait pas de l'IEMVT, mais du ministère de l'Élevage. On y a créé un montage original avec une section de recherche zootechnique et pastorale (de l'IEMVT) dans cette station d'élevage, en Adamaoua, gérée par le ministère de l'Élevage camerounais. Donc, en 1964, je me retrouve dans une situation complexe où il y a un directeur de la station, un vétérinaire français, Jacques Barthe, avec lequel j'ai les meilleurs rapports. On va notamment à la chasse ensemble. Avec le recul, je réalise qu'il faisait vraiment confiance au jeune chercheur de 23 ans que j'étais pour mettre en place des programmes expérimentaux innovants sur les troupeaux bovins de sa station.

Cette station d'élevage se consacrait alors au métissage de la race locale, le zébu peul d'Adamaoua, avec le zébu « Brahman américain », un zébu d'origine indienne amélioré aux États-Unis, utilisé pour l'amélioration génétique par croisement des bovins dans



Jeune chercheur zootechnicien, Philippe Lhoste rejoint en 1964 son premier poste au Centre de recherches zootechniques de Wakwa-N'gaoundéré, en Adamaoua camerounais. Enthousiasme du jeune coopérant dans ces années post-indépendance où le champ des possibles apparaissait si ouvert.

beaucoup de pays tropicaux. Mais ce croisement de la race locale avec la race de zébu Brahman, tant à Madagascar qu'à la station de Wakwa au Cameroun, a induit des problèmes pathologiques importants, notamment à cause d'une grande sensibilité des zébus Brahman aux tiques par rapport aux animaux des races locales. Ça se traduisait par une dermatophilose, maladie de la peau : la streptothricose. En effet, les animaux mouraient parfois de cette maladie et de ses conséquences, malgré l'utilisation des bains « détiques », et les traitements de la peau. Cette maladie des zébus importés et métis a été une des raisons principales de l'implantation d'une section de recherches de l'IEMVT à la station zootechnique de Wakwa. Je découvre donc, pour mon premier poste cette grande station d'élevage, avec un effectif important de près de 2 000 zébus, consacrée à l'époque au croisement entre les zébus de race locale et la race « *American Brahman* ». Le programme initial que j'ai trouvé en cours, en 1964, visait à fixer un type demi-sang appelé « Wakwa » ; c'est ainsi que les 'F1' (demi-sang zébu local x zébu Brahman) étaient reproduits entre eux dans l'optique de cette stabilisation du type métis au niveau demi-sang. Les acquis zootechniques, sur plus de dix ans, à Wakwa, m'ont fourni un sujet d'étude intéressant, qui a fait l'objet de mes premières publications. Mais, d'entrée, j'ai pensé : « *Il faut travailler sur la race locale* », d'autant plus que le zébu « *gudali* » ou peul de l'Adamaoua est réputé pour ses performances. Ce sont les leçons de génétique de Bertrand Vissac qui m'avaient imprégné de cette conviction

qui, en fait, remettait en cause l'activité principale de la station de Wakwa alors consacrée au croisement. Dès la première année, dans cette nouvelle optique, on acquiert des géniteurs de race locale, zébu peul de l'Adamaoua, et on met en place des troupeaux de sélection de cette race locale. L'initiative de travailler sur la race locale me paraît toujours pertinente, et cela nous donnait également une entrée intéressante chez les éleveurs à qui on achetait des animaux pour l'élevage et à qui on vendait des reproducteurs sélectionnés sur la station. Je me suis donc intéressé à leurs pratiques d'élevage, à leurs critères de sélection, et à l'intérêt qu'ils portaient aux animaux améliorés que nous leur proposions. Ils ont aussi acheté à la station des métis zébus Brahman car il y avait des programmes de diffusion de ces animaux améliorés génétiquement. Avec mes collègues, nous avons conduit un travail original sur la résistance génétique à la streptothricose, cette fameuse maladie de la peau des zébus. Je m'étais inspiré de travaux que j'avais lus, menés notamment en Australie, dans le Queensland qui montraient chez les zébus des résistances génétiques diverses aux tiques et aux maladies transmises par les tiques (*tick born diseases*) : dans une même population de la même espèce, on observait des lignées qui étaient très sensibles aux tiques, et d'autres beaucoup moins, celles-ci souffraient donc moins de la présence de ces ectoparasites. On a donc étudié cette résistance éventuelle dans nos différentes lignées de zébus parallèlement avec le travail d'un collègue, basé à Madagascar, dans le Moyen-Ouest, Noël Chabeuf.

Une publication commune sur ce sujet montre que certaines lignées de nos taureaux importés présentaient une sensibilité plus forte et d'autres une meilleure résistance aux tiques. Ces résistances s'observaient aussi chez les descendants de certains taureaux au niveau demi-sang.

Un point fort de cette station de Wakwa dans laquelle je suis arrivé, en tant que jeune chercheur, c'était ce qu'ils avaient appelé le « *Herd Book de l'Adamaoua* » qui constituait des archives généalogiques et sanitaires précises sur les causes de mortalité et sur toutes les généalogies. Quand Bertrand Vissac a vu cette masse de données, il m'a dit : « *Tu as de quoi te régaler!* ». Il y avait vraiment eu un suivi zootechnique et vétérinaire rigoureux de cette opération depuis une douzaine d'années, ce suivi s'est révélé précieux pour le jeune zootechnicien que j'étais et qui découvre cette mine de données avec le plus grand intérêt.

En arrivant en Afrique centrale, en Adamaoua camerounais, j'ai beaucoup appris sur le terrain, notamment avec mon collègue Jacques Piot, ingénieur forestier et excellent naturaliste, curieux de tout ce qui était botanique et connaissance de l'environnement... Grâce à la chasse aussi, en parlant avec des gens qui s'intéressaient au gibier qu'ils recherchaient et au milieu naturel qu'ils connaissaient bien, ainsi que par des échanges avec nos guides et interprètes, sur le terrain. J'ai appris également beaucoup en déplacement sur le terrain, ou sur les marchés à bétail en achetant les animaux, en discutant avec les éleveurs. J'avais appris des rudiments de la langue peule, le *fulfulde* : je pouvais compter et échanger un minimum avec les éleveurs, mais je n'ai jamais été un très bon « fulanisant » et j'avais aussi recours à des interprètes lors des enquêtes sur le terrain.

Je suis resté onze ans au Cameroun de 1964 à 1975. Je me suis souvent demandé si ça n'a pas été trop long. Je ne l'ai donc quitté qu'en 1975, alors que l'IEMVT passait la main à l'IRZPV (Institut de Recherche zootechnique et vétérinaire relevant de l'Onarest, Office national de recherche scientifique et technique). C'était la 'camerounisation' de la station et nos collègues camerounais y prenaient les rênes de la recherche.

### À WAKWA, IL Y AVAIT BEAUCOUP D'EXPATRIÉS ?

Il y avait au départ un chef de station, vétérinaire expatrié, et trois chercheurs pour la section de recherche de l'IEMVT. Pour la taille de cette station et son cheptel, c'était donc une petite équipe qui s'est ensuite étoffée. À Ngaoundéré, chef-lieu du département de l'Adamaoua, distante d'une quinzaine de kilomètres de la station de Wakwa, on était une bonne vingtaine de familles d'« expatriés ». Quand on se réunissait tous, on était une centaine d'européens et proches. C'était vraiment très limité. Il y avait encore, en 1964, un sous-préfet français à Ngaoundéré, Philippe Maslin, avec lequel je me suis vraiment lié d'amitié, il m'a beaucoup appris et mis en valeur. Il m'emmenait régulièrement en tournée. En 1964, il avait créé un marché à bétail, à Belel, dans une importante zone d'élevage de l'Est du plateau de l'Adamaoua, et il m'y emmenait pour rencontrer les acteurs de la filière, ce qui était très valorisant. Il parlait la langue des *Fulbe* (les Peuls) et moi, je m'y mettais. C'est quelqu'un qui m'a mis le pied à l'étrier de façon intéressante en me faisant découvrir la région et de nombreux acteurs. J'étais très intéressé par tout ce qui se passait en Adamaoua, mais mon programme principal de travail était en milieu contrôlé, à la station zootechnique de Wakwa. J'ai donc fait, à cette époque, des expérimentations zootechniques relativement classiques, notamment sur les complémentations alimentaires pour pallier les effets de la saison sèche. L'une de mes premières publications était sur la complémentation alimentaire que j'avais testée dans un ranch privé, car j'avais la conviction qu'il fallait autant que possible sortir de la station pour tester certaines innovations en milieu éleveur. J'avais en effet de très bonnes relations avec un grand élevage privé de la Compagnie pastorale africaine, appartenant au Groupe Lebaudy, un groupe sucrier qui avait des actions diverses en Afrique, dont des élevages au Cameroun. J'y ai eu un grand ami, Jean Poitevin qui menait ce ranch avec compétence et autorité et j'ai pu travailler avec lui de façon remarquable : cette coopération était exemplaire. Dès les premiers mois de mon séjour au

Cameroun, il m'a emmené sur son ranch, (à une centaine de kilomètres de la station de Wakwa), d'environ 15 000 têtes de zébus et nous convenons que « *il faut travailler sur ce problème de la sous-alimentation des animaux en saison sèche* ». Il m'a proposé d'expérimenter chez lui sur une centaine de bœufs destinés à l'abattoir. Cela fera donc l'objet de l'une de mes premières publications qui porte sur la complémentation des zébus destinés à l'abattage. Il ne s'agissait pas de les engraisser, mais d'éviter que, pendant les six mois de saison sèche, ils ne perdent trop de poids, de telle sorte que leur potentiel boucher soit maintenu pour un abattage en « contre-saison », ce qui s'est révélé très rentable.

Ce ranch privé de Goungel a été plus tard 'camerounisé' ; c'est d'ailleurs le Président du Cameroun Ahmadou Ahidjo qui a repris ce ranch.

Cette coopération avec un ranch privé s'est révélée fructueuse car les acquis de ces élevages, bien gérés en termes de conduite des troupeaux, gestion des pâturages, prophylaxie, etc. ont réellement profité aussi aux élevages traditionnels.

Les éleveurs peuls traditionnels fréquentaient une source d'eau minéralisée proche de la station de Wakwa que l'on appelle un « *laoré* » où les animaux venaient faire une « cure salée » une fois par an, en buvant de l'eau natronée (le natron est un mélange naturel de sels minéraux). À cette occasion, nous pouvions rencontrer beaucoup d'éleveurs, lorsqu'ils y stationnaient. On pouvait leur demander d'où ils venaient, ce qu'ils faisaient, est-ce qu'ils transhumaient ou non, est-ce qu'ils s'intéressaient à l'amélioration génétique, et si on pouvait leur fournir des géniteurs améliorés de la station.

Le cadre de mon travail pendant ces premières années au Cameroun était bien en « milieu contrôlé » mais avec l'obsession que des résultats soient utilisables par les éleveurs. Nous avons obtenu quelques résultats positifs et d'autres qui ne se sont pas facilement diffusés en milieu éleveur, comme la pratique de la saison de monte testée en station. L'offre fourragère étant très saisonnée, je me suis demandé dans quelle mesure on pouvait essayer

d'adapter le calendrier de la reproduction des zébus à cette disponibilité fourragère, et comment améliorer la productivité numérique des animaux par des complémentations saisonnières. En effet, dans le milieu tropical, et notamment au Sahel, les vaches ne vélent que tous les deux ans. On a montré qu'en pratiquant une saison de monte et une complémentation adaptée en cours de lactation, on arrivait à resserrer significativement les vélages en s'approchant du vélage annuel comme on l'observe dans les pays tempérés. Cette innovation a intéressé les ranches privés mais n'a pas pu être adoptée par la majorité des éleveurs peuls à cette époque, pour différentes raisons auxquelles nous nous sommes intéressés.

Je me suis beaucoup interrogé sur les raisons qui expliquent les différences que l'on observait entre les résultats en station, dans les ranches privés et chez les éleveurs traditionnels. Pourquoi arrivait-on pratiquement à entretenir une UBT par hectare – cette fameuse Unité de Bétail Tropical, chère à l'IEMVT – sur notre station (soit en moyenne un zébu à l'hectare), alors que, chez les éleveurs peuls, on était plutôt à une tête pour cinq hectares, voire sept... Les ranches privés étant dans une situation intermédiaire.

Dans le système d'élevage traditionnel en Adamaoua, la transhumance est de règle, en saison sèche et les pâturages du plateau sont alors soumis aux « feux de brousse ». Les éleveurs partaient alors en transhumance sur les contreforts de l'Adamaoua avec la majorité de leurs animaux. Ils descendaient notamment au Sud vers la plaine du Djerem où ils trouvaient des pâturages mais, ces endroits étaient plus à risque en termes de pathologie. Les hauts plateaux de l'Adamaoua se situent entre 1 200 et 1 800 mètres d'altitude, donc un milieu relativement sain. Il y avait certes des tiques mais pratiquement pas de glossines. Au cours de leur transhumance, les animaux étaient confrontés à ces glossines, ou mouches tsé-tsé, vectrices de la trypanosomose, parasitose sanguine à laquelle les zébus sont sensibles. Ces éleveurs transhumants avaient donc beaucoup plus de contraintes que nous, en station.

Ces réalités des systèmes d'élevage traditionnels m'interrogeaient, mais je n'étais pas encore arrivé à la démarche de diagnostic et d'analyse des systèmes d'élevage qui sera mise en place plus tard en Côte d'Ivoire, en milieu villageois, avec divers collègues dont Étienne Landais, et aux « recherches système » que j'ai conduites ensuite au Sénégal. Je m'intéressais à l'élevage local, je rencontrais des éleveurs, et je discutais avec eux, mais je n'étais pas encore entré dans la démarche systémique, pas plus que mes collègues de l'IEMVT, d'ailleurs.

### IL N'Y AVAIT PAS DE VÉTÉRIINAIRE DANS L'ÉQUIPE ?

Le patron de la station zootechnique, Jacques Barthe, était vétérinaire, ainsi que le responsable de la section de recherche, Robert Dumas, mais ils n'avaient pas de formation à la recherche. J'ai donc été à l'initiative des premières expérimentations et publications. Il n'y avait pas non plus de recherche spécifique sur la santé animale. Évidemment, on pratiquait les vaccinations, les déparasitages, les bains détiqueurs, ainsi qu'un suivi sanitaire des animaux. On essayait de tester des innovations, notamment en matière de lutte contre les tiques. À cette époque, il y avait tellement de dermatophilose sur les métis zébus Brahman, que les animaux passaient dans ce qu'on appelle un « bain détiqueur » chaque semaine, parfois, deux fois dans la même semaine. C'est une sorte de piscine remplie d'une solution acaricide dans laquelle on immerge l'animal totalement, y compris la tête, puis il ressort par un plan incliné.

Sur la base de mes connaissances bibliographiques, j'ai pensé que c'était une erreur de baigner les animaux deux fois par semaine. On a essayé de trouver des protocoles plus adaptés, notamment des techniques qu'on appelle le « *Pour-on* » (« verser sur ») : on imprégnait une ligne sur le dos avec le produit acaricide – comme on peut le faire pour les chiens domestiques – et l'effet était plus durable par diffusion sur l'ensemble du corps de l'animal. Dans le même esprit d'innovation, j'ai proposé que l'on baigne moins souvent les jeunes veaux pour avoir des chances d'installer

une forme de résistance biologique chez les jeunes, il ne faut pas les déparasiter totalement à partir de la naissance. Donc, il n'y avait pas vraiment de recherche en matière de pathologie animale, mais plutôt de simples innovations dans le domaine de la prophylaxie des maladies ; il y avait surtout des travaux zootechniques sur l'ensemble du troupeau et un volet agropastoral. On appelait alors ces chercheurs les : « *agrostologues* », à l'IEMVT. Au sens propre, ça veut dire : « *spécialiste des graminées* ». Mais leurs études allaient bien au-delà des graminées car ils travaillaient sur l'ensemble des ressources fourragères. C'était le cas de mon collègue Jacques Piot, agrostologue, qui était un bon expérimentateur ; il dirigeait une sous-station annexe, dite « la station fourragère » et on travaillait en relation très proche avec des protocoles expérimentaux communs.

### DÉCRIVEZ-NOUS VOS MOYENS DE TRAVAIL, DE CALCUL, ET VOS RELATIONS AVEC LES PATRONS SCIENTIFIQUES EN FRANCE ?

On manquait, à l'époque, d'un encadrement scientifique rapproché. J'arrivais à me raccrocher à une forme d'appui scientifique, à l'occasion de mes congés annuels. C'était un privilège énorme d'avoir deux mois de vacances en France, pendant lesquels je passais au moins une semaine à Maisons-Alfort, où il y avait le siège de l'IEMVT et cela me permettait de maintenir aussi des contacts avec des collègues de l'Agro et de l'Inra. Je ne manquais pas de rencontrer Pierre Charlet et Bertrand Vissac au cours de mes congés ; j'ai eu des contacts épisodiques, pas toujours faciles avec Michel Sebillote, René Dumont... Une illustration de ce manque d'appui scientifique est pour moi, à titre d'exemple, la mise en place d'un « *Progeny-test* » ou testage des taureaux sur leur descendance à la station de Wakwa. C'était une démarche génétique en vogue dans les centres d'insémination artificielle en France et c'est ce qui m'a influencé. Cette démarche était trop ambitieuse et pas vraiment adaptée à un effectif bovin comme celui de notre station, mais quand je recherchais un avis compétent

sur cette option – sauf Bertrand Vissac qui pouvait être critique par moment – on me disait : « *C'est très bien ce que tu fais* ». J'avais donc plus des encouragements qu'une saine critique scientifique, y compris de la part Pierre Charlet, mon « parrain scientifique » pour l'Orstom. Mon directeur général de France, Jean Pagot, et son successeur, Maurice Thomé, passaient régulièrement au Cameroun pour de courtes missions, mais ils avaient une gouvernance plus stratégique que scientifique. Ils venaient pour les discussions budgétaires, les accords de coopération avec le gouvernement camerounais, etc. Par exemple, l'EMVT a repris la station de Bambui-Bamenda, dans le Cameroun anglophone, qu'on appelait encore le « Cameroun Occidental ». Les relations avec l'équipe camerounaise de cette station se sont révélées très intéressantes mais compliquées par la distance (environ 700 km de pistes). Quand je suis arrivé au Cameroun, ce pays était une fédération entre une partie du Cameroun francophone et une autre partie anglophone (« Cameroun oriental » et « Cameroun occidental ») ; c'est en 1972 que le président Ahmadou Ahidjo a transformé la République fédérale du Cameroun en « République unie ».

#### COMMENT S'EST PASSÉE VOTRE ARRIVÉE AU CAMEROUN ET CETTE PREMIÈRE PÉRIODE D'EXPATRIATION ?

Ce premier séjour professionnel au Cameroun a duré onze ans à la station de Wakwa, de 1964 à 1975. C'est un temps de séjour considérable pour un

premier poste. Je découvrais l'Afrique centrale. J'avais bien fait, pendant mes études à l'Agro, en 1960, un voyage d'étude d'un mois en Algérie, pendant la période dite « de pacification ». J'avais aussi fait un stage Agro, l'année suivante, au Sénégal et en Mauritanie où pendant deux mois, j'ai pu contribuer à un enseignement agricole et zootechnique, ce qui m'a d'ailleurs passionné et j'ai gardé tout au long de ma carrière ce goût pour la transmission et le partage des connaissances. J'avais donc eu une ouverture précoce sur les pays en développement et une confirmation de mon orientation vers les métiers de la coopération.

Arrivé au Cameroun en 1964, c'était une période très particulière post-indépendance avec notamment plusieurs populations contrastées d'« expatriés ». D'abord ceux que certains qualifiaient de « *vieux blancs* », voire de « *petits blancs* » ; certaines de ces personnes vivaient au Cameroun depuis plus ou moins longtemps et avaient connu la période coloniale ; tous ne vivaient pas bien cette période nouvelle d'indépendance du pays et certains étaient très critiques et peu satisfaits de ce changement radical dont ils semblaient souffrir. En revanche, nous, les jeunes coopérants, nouvellement arrivés, nous avions un espoir immense dans l'avenir de ce pays et le champ des possibles nous semblait très ouvert.

J'avais lu René Dumont. Dans son ouvrage « *L'Afrique noire est mal partie* », il tape sur la table très tôt, dès 1962, deux ans après les Indépendances en Afrique francophone, et je me disais

que malgré tout, ces pays nouvellement indépendants poursuivaient un développement auquel nous souhaitions participer, à notre niveau. D'ailleurs, dans cet ouvrage, René Dumont ne stigmatise pas que le comportement et la gouvernance des jeunes États africains. Il charge aussi beaucoup, à juste titre, le passé récent colonial et néo-colonial. Au Nord-Cameroun, on avait une situation particulière : l'administration était aux mains des Peuls musulmans. Mais le Cameroun est un pays très composite avec une centaine d'ethnies. Il y a bien dans le Nord une domination des Peuls qui étaient venus du Sahel avec leurs chevaux et leurs armes, et qui ont soumis les autres ethnies, au XIX<sup>e</sup> siècle. Au Sud, en revanche, il y a une dominante animiste ou christianisée dans des sociétés sédentaires. Nos relations avec les Peuls musulmans du Nord étaient excellentes et faites de respect mutuel. J'ai toujours eu, d'excellentes relations avec le préfet de Ngaoundéré. Je connaissais le gouverneur de la Province du Nord à Garoua. Ils nous recevaient et nous écoutaient. J'avais le sentiment qu'ils avaient presque plus de proximité avec les expatriés, qu'avec certains de leurs concitoyens, comme les Bamilékés (originaires de l'ouest du Cameroun), alors que ces derniers étaient très actifs au plan économique, même dans le Nord, dans les transports, le commerce.

Concernant notre équipe de la section de recherches, une nouveauté importante a été la mise à notre disposition de trois équipes successives de trois jeunes « VP » (Volontaires du Progrès), qui m'ont beaucoup apporté. Ces jeunes agros, vétérinaires, ou techniciens agricoles nous étaient affectés pour une vingtaine de mois. On avait donc beaucoup d'échanges et de débats avec ces volontaires, qui pour la plupart, avaient une formation technique, mais peu d'expérience ; ils exprimaient leurs idées sur le travail qu'on pouvait faire ensemble et parfois, ils nous critiquaient de rester en station expérimentale et souhaitaient aller plus sur le terrain. Je tentais de les convaincre d'apprendre d'abord à mieux connaître le pays (langue, milieu naturel, etc.) avant de se lancer. J'ai vu en effet les difficultés



© Philippe Lhoste

Taureau zébu de race « Mbororo », type « Djafoun », primé au concours agricole de N'Gaoundéré en 1965 (Adamaoua – Cameroun).

de certains volontaires de l'agence nord-américaine « *Peace Corps* » qui étaient « parachutés » sur le terrain, en Adamaoua, parce qu'ils n'avaient pas voulu aller au Vietnam, par exemple. En revanche, l'avantage qu'ils avaient sur les volontaires du progrès français, c'est qu'en général, en arrivant au Nord Cameroun, ils avaient des notions de la langue peule, acquises aux Etats-Unis. Avec nos volontaires, à Wakwa, on avait un débat et des échanges quotidiens, qui m'ont beaucoup apporté, notamment au plan des méthodes du travail, des protocoles expérimentaux, etc.

### AU CAMEROUN, VOUS AVEZ TRAVAILLÉ JUSQU'AU NORD, JUSQU'À MAROUA ?

Le département de l'Adamaoua où nous résidions (station de Wakwa, Ngaoundéré) faisait alors partie de la région Nord et nous avions des relations avec les services des autres départements du Nord, mais qui étaient de l'ordre du conseil, à l'occasion de missions sur le terrain. Par exemple, la Sodecoton, (Société Cotonnière au Nord Cameroun), entreprise localement puissante, parfois qualifiée « d'Etat dans l'Etat », faisait ponctuellement appel à nos services. Les agents de la Sodecoton s'intéressaient à la traction animale, à l'entretien des bœufs de trait, et à leur complément alimentaire, thèmes sur lesquels nous avions des échanges fructueux. Les tourteaux de graines de coton étaient encore assez peu utilisés dans l'alimentation animale quand je suis arrivé au Cameroun. Par la suite, les quantités de ces tourteaux, une ressource locale, utilisées dans l'alimentation des ruminants ont beaucoup augmenté, notamment sur nos conseils ; c'est le cas, en particulier pour les bœufs de trait, pour les remettre en état en fin de saison sèche, avant la reprise des travaux agricoles. Les relations étaient de cette nature : des missions ponctuelles auprès de la Sodecoton, ou des services de l'Élevage. Ils nous conviaient à des réunions ou des missions : « *Est-ce que vous pourriez venir voir avec nous telle ou telle problématique ?* ». Je portais un grand intérêt à ces relations recherche-développement, pas toujours faciles d'ailleurs.



© Philippe Lhoste

En 1972, essai d'embouche de bœufs « Gudali », zébu peul de l'Adamaoua, à la station zootechnique de Wakwa, N'Gaoundéré (Adamaoua au Cameroun).

Dans le Sud du pays, de climat tropical humide, il y avait très peu d'élevage bovin. Je me suis néanmoins intéressé à des races taurines résiduelles d'un intérêt génétique évident. J'ai fait une mission absolument passionnante avec un scientifique britannique, Ian Mason qui était le grand spécialiste des races mondiales à la FAO. Tout le monde le reconnaissait. « *Le dictionnaire des races mondiales* » (*World dictionary of livestock breeds, types, and varieties*) était ma « Bible ». Il a voulu savoir comment ça se passait au Sud Cameroun, où ces races bovines locales étaient résiduelles et il m'a demandé de l'accompagner. Les taurins sont présents en zone de savane en Afrique de l'Ouest : schématiquement, il y a les zébus au Nord, et les taurins dans la zone humide d'Afrique de l'Ouest, depuis la Gambie pratiquement jusqu'au Nigeria. Au Cameroun, ce ne sont plus que des résidus de ces populations taurines. Pendant quelques jours, j'ai eu la chance de piloter Ian Mason et je me rappelle cette phrase, quand on a découvert des taurins dans les montagnes du pays bamiléké où il ne restait que quelques centaines d'animaux, peut-être. Il a dit : « *Oh, ça fait plaisir de les voir !* ». Je lui dis : « *Mais attendez, vous avez tellement écrit sur le sujet. Je me suis inspiré de vos écrits sur les races taurines naines de l'Afrique de l'Ouest...* ». Et il me répond : « *Vous savez, mon travail est strictement bibliographique. Je n'en avais jamais vu !* ». C'était étonnant de découvrir ça, avec un homme admirable, avec qui j'ai passé une semaine très riche. De telles rencontres, c'est un vrai bonheur.

### À QUELS MOMENTS AVEZ-VOUS RENCONTRÉ LES CHERCHEURS ET LES COLLÈGUES DE L'IRAT, DE L'IRFA ET DE L'IRHO AU SUD DU CAMEROUN ?

Je rencontrais souvent Guy Rouanet de l'Irat (Institut de recherches agronomiques tropicales), ou Jean-Pierre Gaillard de l'Irfa (Institut de recherche sur les fruits et les agrumes) qui avait un verger expérimental sur notre station fourragère dirigée par Jacques Piot. Et on faisait des dégustations d'agrumes ! On était supposés goûter et noter les diverses variétés d'agrumes du verger : il y a pire ! On prenait chacun deux quartiers d'un fruit et on appréciait le goût, le sucre, l'acidité, etc. Jean-Pierre qui passait régulièrement m'a dit gentiment qu'on était parmi ses meilleurs dégustateurs et notateurs !

Nous dépendions du ministère du Plan qui était appelé par les Camerounais : « *Le ministère du Blanc* », tellement il y avait encore d'expatriés, en 1964. Il n'y avait pas de ministère de la Recherche. On avait beaucoup de relations avec la capitale, Yaoundé, et ça m'arrivait de faire des tournées avec certains collègues. Celui qui m'a le plus marqué, c'est Guy Rouanet de l'Irat. Je me rappelle que j'ai eu des périodes tendues avec le ministère de l'Élevage. En tant qu'Agro plus ancien que moi, il me conseillait : « *Mais imprègne-toi du fait que tu es de passage et à leur service* ». Et cela m'a aidé car en cas de tension ou de conflit, je me disais : « *Plutôt que d'aller à la bagarre, je vais essayer de leur faire comprendre que leur avenir, c'est à eux* ».

de le prendre en main. Moi, je vais partir, c'est eux qui vont prendre les commandes. Je suis là pour un temps de coopération et comme on dit : le coopérant creuse sa tombe ! ». On a fait, avec Guy Rouanet des missions communes, en pays bamiléké, dans l'Ouest et au Cameroun occidental car la station de Bambui-Bamenda est devenue mixte Irat-IEMVT. J'ai rencontré à cette époque Lucien Seguy en « plaine des Mbo » qui à l'époque labourait consciencieusement... C'est ensuite qu'il est devenu un apôtre du non-labour... Cette opération de reprise de la station de Bambui a été très riche d'enseignement, mais aussi très lourde. Cette nouvelle station était à une journée et demie de route de Wakwa et il n'y avait pas d'avion pour aller de Ngaoundéré à Bamenda. On passait par le pays Bamiléké et c'était encore la période de soulèvement des Bamilékés. Ça m'est arrivé une fois de voir sur la place Bafoussam, des têtes de rebelles exposées sur des pics. Il y avait un couvre-feu à 18 h. À la tombée de la nuit, il fallait être dans son hôtel. C'était une période quand même assez dure, mais tout à fait passionnante. On a eu à travailler avec une petite équipe camerounaise, car à Bambui, je n'ai eu à faire qu'à des chercheurs camerounais anglophones. Ce sont ceux qui ont pris le relais de l'IEMVT six ans après, avec d'autres chercheurs camerounais que nous avons contribué à former à Wakwa.

### COMMENT SE PASSAIT LA VIE SUR LA STATION ?

J'ai rencontré mon épouse au Cameroun. Josée, de famille angevine, était dans une filière d'enseignement catholique

à Yaoundé. Dès l'année 1965, on se rencontre au Cameroun puis on se marie, l'année suivante ; deux de nos enfants naissent à Ngaoundéré, dans une mission protestante assez spartiate. Nos trois garçons ont vécu au Cameroun très jeunes (l'un est né pendant des congés en France), avec des cours par correspondance à la maison. Ce n'est pas le meilleur souvenir de mon épouse, d'ailleurs. La vie de la station, c'était particulier. Il y avait le lotissement des cadres, avec trois expatriés et deux Camerounais. Très vite, le directeur de la station, Jacques Barthe, a eu un adjoint camerounais, Étienne Engueleguele (vétérinaire formé à Toulouse), avec qui on a eu de bonnes relations et parfois des tensions. Autant, le directeur de la station me faisait une confiance totale pour gérer les troupeaux (programme de sélection, constitution des troupeaux, affectation des géniteurs...), autant son adjoint camerounais, quand il est devenu le responsable de la station, voulait absolument contrôler toutes les manipulations de la Recherche. Il ne donnait pas forcément son accord à toutes, ce qui pouvait poser problème dans nos programmes. Ensuite, avec son remplaçant, le Docteur Nicolas Eyidi, un autre vétérinaire camerounais (formé à Lyon), les relations de travail étaient absolument remarquables.

La vie d'expatrié à Wakwa était particulière : on avait un petit campus pour les cadres (français et camerounais), et, à proximité, existait un grand campus, celui des salariés camerounais. Tous les dimanches, on se retrouvait à la messe dominicale, avec les employés

chrétiens qui, pour la plupart, venaient du Sud. Ils ne l'étaient pas tous, dans ce Nord Cameroun à dominante musulmane.

Une partie du personnel venait du Sud, mais tout le personnel d'élevage des troupeaux, ceux qu'on appelait les « surveillants d'élevage » et tous les « bergers » (gardiens de troupeaux) étaient des Peuls musulmans, originaires du Nord... Nous avions une quinzaine de troupeaux sur la station et il y avait un berger par troupeau. On travaillait avec eux, avec l'aide des « surveillants » qui étaient francophones. En revanche, la majorité du personnel du bureau était originaire du Sud, souvent christianisé ; ces agents étaient recrutés après leurs études secondaires, très jeunes, et on les a formés sur le terrain, que ce soit pour le secrétariat, les appuis zootechniques... On faisait également beaucoup de manipulations zootechniques : des pesées, des mensurations, des notes d'état corporel, des observations des dents, des inséminations artificielles, etc. On manipulait les animaux pratiquement tous les jours. Un de mes collègues me dit : « Tu n'aurais pas dû être chercheur, tu aurais fait un bon toucheur de bœufs ! ». Et c'est vrai que je portais un grand intérêt à ces « travaux pratiques ».

### QUELLES ÉTAIENT LES CONDITIONS DE VIE PRATIQUE ?

C'était des conditions matérielles particulières, encore assez rudimentaires : aucune liaison avec la France, pas de téléphone. J'allais parfois passer des téléx à la Poste de Ngaoundéré, à quinze kilomètres de la station, quand j'avais un message urgent à faire passer au Siège central de l'IEMVT. C'était assez laborieux et lent. Le courrier marchait assez bien mais en mai 1968, il y a eu une grosse perturbation en France qui s'est répercutée sur nos activités : pendant trois mois, nous n'avons pas pu payer le personnel faute d'approvisionnement financier.

On avait, au bureau et dans les maisons, l'électricité par un groupe électrogène jusqu'à 22 h. le soir. Le frigidaire fonctionnait au pétrole et on avait des « lampes tempêtes » (lampes à pétrole) pour la nuit. Je m'étais installé des lampes branchées sur accus, pour



© Philippe Lhoste

La famille Lhoste au Bandama, Côte d'Ivoire, en 1976. Josée, son épouse et ses trois enfants (Vincent, Frédéric et Jean-Benoît).

pouvoir me lever la nuit pour les enfants ; c'était des batteries de voiture, avec un petit circuit en douze volts, pour la nuit. On n'avait pas de forage, ni d'eau courante. L'eau était apportée par un camion de la station qui la prélevait dans un marigot, dans le bas-fond, donc, une eau assez douteuse ; elle était déversée dans une citerne, au sol, à la maison. L'eau était ensuite montée dans des futs sur le toit avec une pompe manuelle Japy, et évidemment filtrée pour être bue. On avait les filtres à bougie, qu'on changeait de temps en temps. Il fallait avoir confiance en son cuisinier, parce qu'il pouvait parfois faire des petites manipulations douteuses ! C'était donc assez rustique, mais en même temps très solidaire car on était très proches les uns des autres. On se voyait beaucoup. On se retrouvait le soir, « à la fraîche », sur un court de tennis en ciment, à la station. On avait de bonnes relations de loisirs. On passait pratiquement les week-ends ensemble. Il y avait un lac très proche de la station, le lac Tison, un lac de cratère très beau comme il y en a aussi dans l'Ouest du Cameroun. On s'y retrouvait pratiquement tous les dimanches. On avait un petit bateau à moteur et on y faisait du ski nautique, des choses comme ça. On s'y baignait aussi, non sans risque d'attraper la bilharziose que j'ai d'ailleurs eue à deux reprises (la forme intestinale). Donc, il y avait une vie de station riche. L'arrivée des jeunes volontaires était aussi une source d'ouverture, parce qu'eux-mêmes avaient des relations beaucoup plus faciles avec les jeunes Africains. Nous, on était « les patrons ». Eux, très vite, ont eu des contacts amicaux, sportifs ou autres. J'ai trouvé ça très intéressant, d'avoir ces jeunes auprès de nous.

### À LA FIN DE VOTRE SÉJOUR DU CAMEROUN, COMMENT ONT ÉVOLUÉ VOS FONCTIONS ?

Pour le Cameroun, j'ai une dernière chose importante à vous dire. En 1971, j'avais déjà vécu sept ans au Cameroun. Le directeur de la section de recherche IEMVT de Wakwa, Robert Dumas, parti pour un autre poste, est remplacé par un jeune vétérinaire et, dans l'équipe de recherche, restaient Jacques Piot et moi. Jean Pagot, directeur de l'IEMVT, m'a demandé de prendre la

responsabilité de l'ensemble de la recherche zootechnique au Cameroun, en particulier la gestion administrative et financière. À partir de ce moment, j'ai eu beaucoup plus de fonctions de coordination, sur la station de Bambui-Bamenda notamment, des réunions à Yaoundé pour la programmation de la recherche et des budgets. Ces responsabilités administratives et financières arrivaient vraiment tôt, alors que j'étais un jeune chercheur de trente ans. Ça ne m'a pas empêché de continuer à diriger des recherches, à publier, à faire des travaux de terrain. Mais honnêtement, c'est une chose qui m'a beaucoup pesé. Je continuais à travailler essentiellement en recherche zootechnique classique en station, sur les questions de reproduction, d'alimentation, notamment les compléments alimentaires, et de conduite du troupeau, comme le calage de la saison de monte par rapport à l'alimentation. Donc, ça m'ouvrait déjà à des recherches en milieu réel, qui pourraient s'inspirer des mêmes résultats. C'était réellement du travail en milieu contrôlé : par exemple sur la pathologie animale, nous abordions les aspects de résistance génétique à la maladie, mais on n'avait pas vraiment d'expérimentation sur ces questions.

### COMMENT SE FAISAIT LA VALORISATION SCIENTIFIQUE, DANS UNE REVUE, DES RAPPORTS ?

On faisait beaucoup de rapports (trimestriels, annuels...). J'ai encore des piles de rapports annuels consistants (non numérisés !). Très tôt, j'ai eu le goût de publier, mais pas assez par rapport aux mines de données que nous avons collectées. Dès les deux premières années, j'ai eu trois ou quatre publications. C'était essentiellement dans la revue de l'IEMVT, publiée en français (Revue d'élevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux). Nous n'étions pas assez incités à publier, ni encadrés.

En 1969, Jean Pagot fait venir Bertrand Vissac au Tchad, à Fort-Lamy, qui n'était pas encore N'Djaména, à un colloque sur l'élevage. C'était vraiment l'occasion d'échanges scientifiques qui dépassaient parfois les problématiques de l'Afrique centrale et cela m'a beaucoup apporté.

### À QUEL MOMENT AVEZ-VOUS CONNU LE MONDE DE L'ÉLEVAGE ANGLAIS ET DES GRANDES PUBLICATIONS, EN DEHORS DU SYSTÈME AFRICAIN FRANCOPHONE ?

J'ai eu très tôt le goût de faire de la bibliographie, notamment grâce à mes stages à l'Inra. Quand j'ai travaillé avec Bertrand Vissac et Camille Demarquilly, à l'occasion de mes stages étudiants à l'Inra, sur les sujets qu'ils me confiaient, on travaillait avec les 'Current Contents' (base de données bibliographique en anglais) et j'ai gardé cette habitude ensuite : c'était d'une grande richesse et cela m'a beaucoup aidé en m'ouvrant sur les publications du monde entier. Tout de suite, j'ai eu ce goût de la publication, mais avec un fort tropisme vers la recherche appliquée.

En 1968, je devais aller à un congrès mondial de zootechnie (*World Congress on Animal Production*) dans le Maryland aux États-Unis. Ça a été annulé à cause des troubles en France. J'avais préparé une ou deux publications en anglais. L'ouverture Internationale était alors limitée.

### COMMENT AVEZ-VOUS DÉCIDÉ DE QUITTER LE CAMEROUN ?

Les collègues camerounais étaient très gentils, ils disaient : « *Il faut rester. Vous avez un tel passé camerounais, qu'il faut rester !* ». Les gens que j'avais contribué à former et qui étaient dans mon équipe prenaient le relais. À la mise en place de l'Institut camerounais en 1975, j'étais très logiquement amené à partir. Une période de tuilage a été organisée avec le nouveau directeur de l'Institut de Recherches zootechnique et vétérinaire (IRZPV), Joseph Atekwana, et il m'a aussi proposé de rester ; je lui ai répondu : « *C'est très sympathique de ta part, mais c'est clair que vous êtes complètement mûrs pour prendre la suite* ». On avait la chance d'avoir une petite équipe de chercheurs camerounais de qualité.

Je suis revenu à Maisons-Alfort pour quelques mois, avec des missions très intéressantes dans un programme pluridisciplinaire mis en place par la DGRST (direction générale de la recherche scientifique et technique, France). J'ai fait plusieurs missions sur

le terrain, en Oudalan, province du Nord de la Haute-Volta (devenue Burkina Faso), dans le cadre de ce gros projet de recherche dit « de la Mare d'Oursi » sur l'aridité au Sahel. L'Orstom y était très engagé, avec notamment Pierre Milleville, agronome et Jacques Claude, hydrologue (futur responsable de l'Orstom à Montpellier). Dans ce programme pluridisciplinaire sur la lutte contre l'aridité au Sahel, ça a été passionnant de travailler avec des botanistes, des écologues, des géographes et des pastoralistes. Mon objectif de travail sur ce terrain était le dénombrement des herbivores domestiques. Dénombrer les animaux au Sahel avec leur mobilité, c'est assez complexe ; on a fait des survols, des transects, avec Jacques Claude notamment. On a essayé de faire des observations par photographie aérienne. On a utilisé des comptages au sol sur les points d'eau. J'ai pu tester et comparer différentes méthodes, qui ont été publiées.

J'ai aussi rédigé une publication commune avec Bernard Toutain. C'est peut-être une de mes publications la plus citée. On s'était intéressés à la relation entre la charge animale des herbivores et les ressources disponibles afin d'évaluer le coefficient d'utilisation réelle de ces ressources, ce qui avait une grande importance pour estimer les charges potentielles de ces zones sahéniennes. Ce travail original a été fait sur un espace que Henri Barral, géographe de l'Orstom, a appelé une « zone d'endodromie ». C'est la zone à l'intérieur de laquelle un certain nombre de ruminants (bovins et petits ruminants) se déplaçaient, sans en sortir. À mon avis, ce concept reste extrêmement discutable, même si cette démarche nous a aidés pour retenir une zone de référence. Avec Bernard Toutain, on a donc travaillé sur cet espace (plus de 60 000 ha), dont Bernard avait évalué le potentiel fourrager. Je ne vous raconte pas le travail, avec la diversité des milieux, les dunes, les bas-fonds, les plateaux, etc. Pour l'effectif du cheptel des herbivores, j'avais fait les estimations pour la zone concernée et on avait ainsi établi, « à la louche », un coefficient d'utilisation de la biomasse herbacée autour de 35 %. Pour les deux autres tiers, il y a tout le gaspillage, les prélèvements par la faune

sauvage, les déplacements par le vent, les destructions par les feux (mais il n'y a pas trop de feux au Sahel), le piétinement, la réincorporation au sol, etc. Ce niveau d'utilisation, établi sur des milliers de ruminants et des milliers d'hectares au Sahel, paraissait faible à certains, mais il a été confirmé et beaucoup repris ensuite, parce que ces chiffres manquaient.

### DE RETOUR À MAISON-ALFORT, QUELS SONT VOS PROJETS ?

Je reste environ six mois à Maisons-Alfort, début 1976. Je renoue avec passion avec l'enseignement au DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) de l'IEMVT. J'ai connu beaucoup d'étudiants africains à cette occasion. Il y avait presque 50 % d'Africains. Ça marchait bien et cela permettait de créer des liens avec de futurs partenaires.

Mon idée était vraiment de repartir Outre-mer. J'habitais dans le département de l'Aisne, où j'avais acquis une petite maison auprès de chez mes parents, et je travaillais à Maisons-Alfort en dehors de mes missions ; je passais du temps avec les étudiants africains et l'un d'eux me disait : « *Qu'est-ce que c'était sympa de manger et discuter avec un Toubab !* ». Je suis retourné plus tard faire une mission au Togo, pour l'ONG AVSF (Agronomes et vétérinaires sans frontières). Un professeur de l'Université, ancien élève du DESS, me dit : « *Les deux fois où je suis sorti de ma chambre d'étudiant, le soir, c'est pour dîner avec toi, à l'occasion de tes cours* ». Ce sont des témoignages touchants. Toujours est-il que je n'avais qu'une idée, c'était de repartir en coopération.

À un moment, Maurice Thomé, successeur de Jean Pagot à la direction de l'IEMVT, me dit : « *Je vous vois dans un poste passionnant, mais très difficile. Le torchon brûle en Côte d'Ivoire entre notre représentant et les responsables de la recherche. Ça ne va pas si bien que ça avec l'élevage. Êtes-vous prêt à partir à Bouaké, pour y être chef de Centre ?* ». Cette station de Bouaké-Minankro est alors un centre de recherches « confortable » avec une douzaine d'expatriés, trois techniciens non chercheurs, un chef d'exploitation, Paul Dubois, un chef de garage, Gérard Courtin (qui a

fini sa carrière au Cirad à Montpellier, il est décédé en 2021). Il y avait aussi un technicien d'élevage, Christian Chloé. Pour une station d'environ 400 hectares, c'était considérable en termes d'appui technique. Curieusement, on y menait essentiellement des programmes de recherche en station, avec une expérimentation importante en liaison avec l'Orstom sur les *Panicum*. J'arrive donc comme directeur de la station de Bouaké en 1976, pour y passer quatre ans. J'en partirai en fin d'année 1979.

### C'EST UN CHANGEMENT IMPORTANT DANS VOTRE MÉTIER.

Énorme. C'était un contexte de coopération très difficile. Il y avait des tensions fortes entre les responsables ivoiriens de l'élevage et ceux de la recherche. Le directeur des affaires scientifiques, Balla Kéita, assassiné à Ouagadougou (Burkina Faso) quelques années après, avait une haine de l'institution IEMVT, c'était incroyable ! il me reprochait mes bonnes relations avec les services de l'élevage et me rappelait « *on ne met pas le doigt entre l'arbre et l'écorce* ». Il me mettait en cause régulièrement, me convoquait du soir pour le lendemain, il me téléphonait – parce qu'en Côte d'Ivoire, « on a découvert le téléphone au bureau » – en disant « *réunion à 9 h au ministère, demain matin* ». Je partais de Bouaké pour Abidjan à 6 h du matin sur une route très dangereuse, mais heureusement avec un chauffeur. Balla Keita ne m'a pas facilité la tâche, ainsi que celle du directeur général de l'IEMVT. J'ai tout fait pour tenter d'arrondir les angles, en « avalant des couleuvres ».

### ÉTAIENT-CE LES PRÉMICES DE LA DÉCOLONISATION DES STATIONS, DU MANDAT DE GESTION ?

En un sens oui, mais ça n'a pas toujours été facile. J'avais dans mon équipe, à Bouaké, un vétérinaire ivoirien, le Docteur Yao Kouakou Michel, qui n'était pas formé à la recherche. C'était un gros travailleur, indiscutablement. Quand je suis arrivé, il était déjà au Centre de recherches zootechniques de Minankro, dans ma nouvelle équipe. Après quelques mois, il me dit : « *Philippe, qu'est-ce que*

*ça fait plaisir de travailler avec un expatrié compréhensif. Avec Léon Letenneur, c'était tellement dur, mais avec toi, on peut s'entendre et on fait des travaux intéressants ».*

Ce vétérinaire ivoirien avait son programme de recherche en milieu villageois. Il avait créé des antennes avec des troupeaux taurins baoulés, les bovins de sa région. Je trouvais ça intéressant car cela permettait de sortir du Centre de recherches zootechniques. Il s'était lancé dans un programme de complémentation alimentaire, ce que je ne pouvais qu'approuver. Je lui avais dit : *« C'est génial d'utiliser les résidus de récolte disponibles sur place »*. Comme il voulait les tester hors station, dans ses antennes, il récupérait des « peaux d'igname » (les épluchures) dans les villages avec un camion de la station. Il faisait des circuits de plus en plus démentiels. Ces déplacements coûtaient un prix fou et ça n'avait pas un intérêt majeur, à partir du moment où l'expérimentation avait été concluante. C'était un aliment mi-énergétique, mi-fibreux, que les ruminants consommaient bien, et qui permettait de maintenir leur poids. C'était un résultat intéressant, certes, mais qui n'apportait rien de nouveau. En 1979, pendant trois mois, il va en stage à l'Inra, en France. C'est ce que nous lui avons concocté, en lui disant : *« Ça va te faire du bien de découvrir d'autres structures de recherche »*.

À son retour, lors d'un entretien en tête à tête relatif à son programme de travail et à son avenir, j'avais toujours le même discours : *« Michel, tu vas me succéder dans cette station où je ne suis que de passage, je suis là pour coopérer et contribuer – je l'espère – au développement des recherches dans l'intérêt des éleveurs, et à la formation des collègues ivoiriens »*. Certains de ses collègues ne supportaient pas Yao Kouakou Michel, car il était de plus en plus intolérant, voire agressif... Un jour de juin 1979, je tenais à avoir une mise au point sur son programme de recherche et je lui disais : *« Je ne peux pas continuer de valider ce programme de recherche sur les 'peaux d'igname' qu'il faut maintenant boucler pour des raisons objectives ; il faut passer à autre chose »*. Il ne supporte pas ce discours et je subis alors son agression physique (et nous n'étions pas dans la

même catégorie de poids !). J'avais un secrétariat juste à côté. Ils entendent du bruit, le bureau est renversé, j'étais tombé à terre avec une joue éclatée par un coup de poing... on s'en remet. Je pars à la maison, très proche du bureau, me disant : *« Ce n'est pas grave pour moi, mais cette violence est inacceptable »*. J'appelle le ministère, et je dis : *« Je viens d'être agressé physiquement par l'un de nos chercheurs, Yao Kouakou Michel »*. On me répond : *« Nous vous faisons confiance, nous le retirons immédiatement du centre de recherche zootechnique »*. L'Ambassade de France est aussi prévenue et me contacte. Yao Kouakou Michel est tout de suite déplacé par sa hiérarchie, en gardant néanmoins une maison sur le Centre de Minankro, très proche de la mienne. C'était compliqué car il était affecté à Mankono, à moins de 200 km, à l'ouest de Bouaké et il revenait fréquemment de nuit, dans sa maison sur le Centre, qu'il n'avait pas voulu quitter, malgré les injonctions répétées du directeur de l'Idessa (Institut des savanes), Marc Daeschner, dont nous dépendions. Une nuit, je revenais d'une mission au Nord du pays, vers 23 h.. J'avais une 504 Peugeot personnelle qu'utilisait mon épouse pour les courses, l'école, et les enfants. Dans la nuit, ma voiture, proche de la maison, a été incendiée par Yao Kouakou Michel. L'incendiaire a été touché par un retour de flamme et il est parti avec une chemise enflammée qu'il a abandonnée. Un témoin a récupéré la chemise brûlée et révélé ces faits devant la justice. Mon collègue coopérant vétérinaire, Jacques Charray, qui travaillait sur la traction animale et avec qui j'avais des relations amicales – me dit : *« J'ai vu Yao, hospitalisé de Mankono, il a des brûlures considérables »*. J'ai été convoqué par la Justice à Bouaké et le témoin a participé à une confrontation avec Yao et moi. L'Ambassade de France m'a fait savoir : *« On ne va pas maintenir une action de justice entre un coopérant français et un fonctionnaire ivoirien. Vous allez donc quitter la Côte d'Ivoire »*. Pour la justice, il y a eu non-lieu... Et j'y ai perdu ma voiture et j'ai dû quitter la Côte d'Ivoire... Ma famille a donc quitté Bouaké en urgence et moi quelques mois plus tard après avoir assuré une passation de service complète.

Yao Kouakou Michel a été désavoué par le ministère de la Recherche et remis à la disposition de son ministère d'origine (le ministère de l'Élevage), il a été en quelque sorte « limogé », affecté à ce poste secondaire à Mankono. Il a été ensuite réhabilité. Il est même revenu en force car il a été nommé directeur général de l'Idessa. Je ne sais pas comment il s'est comporté en tant que patron.

Pour la recherche zootechnique, cet épisode est d'autant plus dommage qu'on avait une équipe qui était en cours d'« ivoirisation » : on avait quelques jeunes chercheurs ivoiriens en formation avec qui on avait les meilleures relations. C'étaient des jeunes bien formés et plein d'avenir.

Les quatre instituts du futur Cirad étaient implantés aux quatre points cardinaux de Bouaké : l'élevage, au Nord sur la route de Katiola ; à l'Est, l'IRCT (coton) ; à l'Ouest, l'Irat (cultures annuelles), sur la route de Béoumi ; au Sud, le CTFT (Centre technique forestier tropical). On avait de très bonnes relations, surtout avec les collègues de l'IRCT et de l'Irat, mais pratiquement pas avec le CTFT qui travaillait notamment en pisciculture.

### POUVEZ-VOUS ÉVOQUER LE RÉSEAU QUE VOUS AVEZ MONTÉ EN EXPÉRIMENTATION PAYSANNE EN CÔTE D'IVOIRE ?

Ce programme en milieu paysan a été mis en place grâce et avec l'appui de l'Inra, quand je suis arrivé à Bouaké. C'était un programme novateur en milieu éleveur directement, avec deux jeunes chercheurs formés et encadrés par l'Inra, l'un, Jean-Louis Seitz travaillait dans le Nord sur les troupeaux villageois, et l'autre, Jean-Paul Poivey travaillait sur les programmes informatiques très lourds, qui ne pouvaient être traités, à l'époque, qu'à Abidjan. Ce programme, piloté par l'Inra par Bernard Bibé et Bertrand Vissac, était exemplaire de la coopération entre Inra et IEMVT sur le terrain. Ce projet novateur pour l'IEMVT a fait l'objet de publications et a été couronné par la thèse d'Étienne Landais, arrivé en Côte d'Ivoire en 1979, peu de temps avant mon départ. C'est un programme auquel j'ai tout de suite porté le plus

### Illustration de la diversité des systèmes d'élevage.



Au Burkina, un troupeau bovin collectif est conduit au pâturage en début de saison des pluies par des gardiens salariés. Le gardiennage par ces bouviers, rémunérés par les éleveurs propriétaires du cheptel, est essentiel pour une bonne conduite de l'alimentation et de l'abreuvement, et pour protéger les cultures.

En Egypte, dans la vallée du Nil intensément cultivée, ce petit cheptel bovin familial est affouragé à l'attache et son fumier est stocké pour fertiliser les champs.



Au Niger, la traite de cette vache se fait à proximité des habitations avant le départ du troupeau au pâturage. Le lait contribue fortement à l'alimentation de la famille de l'éleveur et est souvent source de revenus par la vente de produits laitiers.

Burkina-Faso. 2011. Au Burkina, femme conduisant à la corde son petit troupeau de caprins pour les mettre au piquet sur jachère afin d'éviter leur divagation et les dégâts sur les cultures.

grand intérêt. J'ai vraiment soutenu ces deux jeunes Agros qui découvraient le terrain. Cette ouverture sur le « milieu réel », sur le milieu villageois, a été tout à fait passionnante, en synergie avec la Société ivoirienne pour le Développement des productions animales (Sodepra). Le responsable de la Sodepra, Paul Lamizana, un vétérinaire, était très coopératif. Il passait à Bouaké, et me disait : « *Je t'emmène à Sipilou – un de leur ranches – pour qu'on voit ce qu'on peut faire pour améliorer les pâturages et la conduite des troupeaux...* ». Il avait une confiance en la recherche, qui s'était établie avec mon prédécesseur, Léon Letenneur. Je lui ai emboîté le pas, mais avec le respect d'une certaine distance, en évitant le copinage. Il nous considérait vraiment comme des conseillers techniques pour un certain nombre de problématiques de

reproduction, de conduite du troupeau, de saison de monte, et de complémentation alimentaire. La Sodepra a, sur nos conseils, implanté des *Stylosanthes* et des *Panicum* sur ses ranches. Il y avait un ranch près de Yamoussoukro, Aboukouamekro, et un autre plus à l'Ouest, Sipilou. La Sodepra avait aussi un important programme dans le Nord de la Côte d'Ivoire en milieu villageois, où il y avait plus d'élevage bovin, avec une excellente coopération avec la recherche. Il y avait aussi une antenne 'zébus Nord' avec un expatrié en appui. Outre les expatriés du Centre de Bouaké, il y avait aussi une « cellule d'appui » à la Sodepra-Nord, avec Emmanuel Camus sur les aspects santé, et Gérard Godet, zootechnicien... Ils avaient une relation très forte avec notre équipe, mais ils ne dépendaient pas de la recherche.

### AVEC CES RÉSULTATS EN MILIEU VILLAGEOIS VOUS ABORDEZ LES RECHERCHES SYSTÉMIQUES ?

Étienne Landais, avec sa capacité d'innovation et de travail, a réussi à valoriser ce programme de façon extraordinaire, avec des relations avec la Sodepra de grande qualité, et des publications et sa thèse (1983), un pavé de 800 pages. Ce programme marque le démarrage d'une nouvelle démarche de recherche au département Élevage (IEMVT, futur département Élevage du Cirad). Cette démarche novatrice a fait l'objet de guerres de tranchées, avec certains de nos collègues qui ne voyaient pas l'intérêt d'approfondir l'analyse des systèmes villageois. Il y a en effet eu, à l'IEMVT en particulier, une période assez conflictuelle à propos des recherches systémiques. Certains, comme Noël Chabeuf, directeur adjoint

avant l'arrivée de Gérard Matheron, disaient carrément que c'était de la « bouillie pour chat », et qu'on faisait n'importe quoi. Dominique Planchenault, un autre vétérinaire de l'IEMVT, a été « l'ennemi juré » d'Étienne Landais, en ce qui concerne cette Recherche/Système ; j'étais personnellement dans la foulée d'Étienne. J'ai contribué beaucoup à promouvoir cette démarche dans notre département mais on avait des opposants, pas convaincus de l'intérêt de ces nouvelles démarches. On leur disait néanmoins : « *On ne prétend pas faire tout le boulot. On est complémentaires et on a besoin de vous. Dès qu'on a besoin de travailler sur un problème nutritionnel, on ira voir les équipes concernées et pour les questions sur la pathologie, à fortiori. Mais on vous demande, par exemple, de vous ouvrir plus à l'écopathologie car, avec les traitements systématiques « un symptôme induisant un traitement », les mêmes causes reproduisent les mêmes effets et on se retrouve souvent avec le même parasitisme, par exemple. Si vous abordez une démarche écopathologique, on pourra agir sur les conditions du milieu qui favorisent ces infestations ce qui est souvent plus durable* ».

Dans les années 1980, grâce à des gens comme Étienne Landais et Bernard Faye, la situation a évolué. Ces deux vétérinaires de formation ont fait exception. Bernard Faye a porté l'écopathologie à l'Inra d'abord et au Cirad ensuite, avec une connaissance remarquable de l'Afrique, notamment après un séjour en Éthiopie. Avant qu'on se connaisse, je l'avais félicité sur son ouvrage sur l'Éthiopie (« *Éleveurs d'Éthiopie* », 1990) : c'est un ouvrage très ancré dans le vécu, avec en plus une jolie plume et une belle illustration de la main de l'auteur. Bernard, c'est un type hyper-doué : la photo, le dessin, les publications scientifiques, les romans... C'est, maintenant à la retraite, le « camélogue » de réputation internationale sur les camélidés : il est constamment en Asie centrale, au Turkménistan ou au Kazakhstan ou dans bien d'autres pays arides où on trouve des chameaux ou des dromadaires. J'ai une admiration sans borne pour lui. La démarche systémique dans laquelle je me suis beaucoup investi (voir ma thèse au Sénégal,

1986), a été alors de mieux en mieux acceptée et reconnue par la communauté scientifique du Cirad comprenant les vétérinaires.

Au début des années 1980, il y avait une minorité de vétérinaires impliqués dans cette démarche systémique. Les autres vétérinaires, notamment au laboratoire d'élevage de Dakar auquel je serai affecté début 1980, étaient complètement investis dans les démarches disciplinaires.

### **VOUS SOULIGNEZ LES DIFFICULTÉS AVEC LE CORPS DES VÉTÉRINAIRES, EST-CE QUE DU CÔTÉ DES AGRONOMES, VOUS AVEZ TROUVÉ UN ÉCHO ?**

J'ai toujours été très proche des agronomes de l'Orstom, notamment grâce à Pierre Milleville, que j'ai connu pendant ma période de coupure en 1976 et sur le terrain dans des travaux multidisciplinaires en Oudalan, au Nord du Burkina Faso ; agronome reconnu, il portait aussi un grand intérêt à l'élevage, d'où nos convergences. Il fait partie des gens avec qui j'ai le plus échangé dans ma vie de chercheur : je cite toujours Bertrand Vissac, pour le début de ma carrière, mais avec Pierre Milleville, c'est aussi déterminant. On a également publié ensemble, ainsi qu'avec Étienne Landais, collègue de travail et ami, évidemment ; le regretté Jacques Faye, au Sénégal, que j'ai retrouvé sur le terrain au Sénégal. Jacques Faye m'a apporté l'ouverture aux sciences humaines sur l'élevage que j'étudiais avec les outils du zootechnicien : il m'a appris à m'intéresser plus à l'organisation sociale de l'élevage, au-delà du troupeau. J'ai toujours eu aussi une très grande proximité avec les agronomes du Cirad. À l'IEMVT, j'étais qualifié non seulement de « Monsieur Système », mais aussi de « Monsieur Agriculture/Élevage ». Tout de suite, j'ai eu cet intérêt très affiché pour l'énergie animale, ou pour la fumure animale, composantes importantes des systèmes mixtes associant agriculture et élevage, ce qui se concrétisera surtout par mes travaux de thèse au Sénégal. Ça s'est aussi imposé, à mon retour à Montpellier, en 1982-1983, lors du colloque de Jacques Poly, j'étais en phase avec la proposition de René Tourte de créer un département

système au Cirad. J'étais très impliqué dans ces démarches. À l'IEMVT, j'étais certainement la personne qui faisait le lien avec les instituts agronomiques du futur Cirad.

### **UNE NOUVELLE MISSION SUR L'ÉTAT DU BÉTAIL TRYPANOTOLÉRANT DANS DE NOMBREUX PAYS D'AFRIQUE VOUS A ÉTÉ CONFIEE**

En 1977, Alain Provost, directeur général de l'IEMVT vient en mission et me dit cette phrase magnifique : « *Mon cher Lhoste, je ne vous croyais pas dans un tel inconfort professionnel et moral* » ! Il avait un sens de la formule. C'est là qu'il me dit : « *Je vais vous proposer un bon os à ronger. La FAO va lancer une grosse étude sur le bétail trypanotolérant en Afrique à laquelle vous pourriez participer...* ». J'ai accepté ce challenge et pendant que j'étais à Bouaké, j'ai donc fait, au cours d'une bonne année, des missions dans dix pays différents : du Sénégal, jusqu'au Cameroun, en passant par la Gambie, la Guinée Bissau, la Sierra Leone, la Guinée, le Liberia, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Nigeria, ... Tout en ayant un œil sur le centre de recherches zootechniques où je devais continuer de regarder les finances, d'aller aux réunions de programmation, etc. Je partais pour trois semaines ou un mois de mission. Je revenais huit-dix jours et je repartais. Ce programme FAO et Ilca (*International Livestock Center for Africa*, devenu Ilri, *International Livestock Research Institute*) était conduit avec Christian Hoste (mon 'presque homonyme'). Parfois, on nous confondait, ce qui était étonnant car il y avait un grand (Christian) et un petit. Ça a été assez passionnant, parce que ça m'a amené à travailler avec des cadres de la FAO et de l'Ilca. Ça m'a permis aussi de faire des missions, au Kenya, au Nigeria, notamment à Ibadan, à l'IITA (*International Institute on Tropical Agriculture*), avec le directeur général de l'Ilca, pour des réunions de coordination. Ça m'a donné une ouverture internationale alors que j'en manquais. Cette année par monts et par vaux a été très lourde. Il fallait faire le terrain, les entretiens, la bibliographie, rédiger, etc. Ça s'est traduit par un travail de synthèse d'un mois et demi à Nairobi, avec

John Trail: il coordonnait l'étude menée sur le terrain par Christian Hoste et moi-même, pour sortir un pavé : « L'état du bétail trypanotolérant en Afrique Occidentale et Centrale (1979-1980) ».

### COMMENT S'ORGANISE VOTRE DÉPART DE CÔTE D'IVOIRE ?

Mon départ de Côte d'Ivoire a été progressif. On m'a demandé de prendre mes congés annuels. Ma famille avait déjà pris l'avion très vite pour la France. Après le règlement de l'affaire avec Yao Kouakou Michel en justice (un « non-lieu »), mes convocations à l'Ambassade et au Ministère, j'ai pris un congé court, puis je suis revenu à Bouaké. La passation du service devait se faire avec mon collègue de l'IEMVT, Jean-Louis Messenger. L'IEMVT m'avait proposé : « *Puisque vous considérez que vous avez encore des choses à régler en Côte d'Ivoire, vous rentrerez de ce dernier séjour en décembre 1979. Et en janvier 1980, ce sera Dakar* ». Je suis donc revenu en Côte d'Ivoire, fin 1979, pour un temps assez court. À ce moment, Étienne Landais était arrivé pour renforcer l'équipe au Nord. Sur le terrain, en Côte d'Ivoire, on n'a passé que quelques mois ensemble, mais après, on ne s'est plus quittés. Pendant cette courte période, je mets le pied à l'étrier à Étienne et je prends congé des collègues et partenaires en Côte d'Ivoire.

Étienne Landais arrivait de l'IEMVT au Tchad, où il a bien connu Alain Provost, directeur du Laboratoire de Farcha (à Fort-Lamy, devenu N'Djaména), qui sera ensuite directeur général de l'IEMVT. Dès son arrivée, Étienne Landais a redynamisé le programme de recherche en milieu villageois mis en place avec l'Inra, au Nord de la Côte d'Ivoire, avec des missions d'appui périodiques : on voyait régulièrement Bernard Bibé ou Bertrand Vissac qui sont venus plusieurs fois en Côte d'Ivoire, pendant que j'y étais. Contrairement à ce que je signalais pour le faible encadrement scientifique au Cameroun, l'appui scientifique de qualité était assuré en Côte d'Ivoire par des chercheurs seniors de l'Inra qui venaient en mission dix ou quinze jours avec nous ; ils parcouraient le terrain, voyaient les activités en cours, les partenaires, le support informatique...

En Côte d'Ivoire, j'ai réellement été en difficulté avec la direction des affaires scientifiques et son chef, Balla Keita. Cette période ivoirienne a été difficile, mais tout à fait passionnante notamment grâce à des relations exemplaires avec les acteurs du Développement. J'ai connu une relation Recherche et Développement assez exceptionnelle, et le lancement des recherches en milieu éleveur – en milieu villageois – qui a fait école et pris ensuite une grande extension.

### COMMENT SE PREND CETTE DÉCISION DE PARTIR À DAKAR ?

C'est l'IEMVT qui me propose Dakar. Je n'y étais allé qu'une fois pour un colloque, en 1973. Et je m'étais dit : « *Quelle chance de vivre dans un tel paradis ?* » avec l'océan, le climat, l'ambiance de travail, cette ville, la culture... Je n'espérais même pas pouvoir y aller un jour. L'IEMVT me propose : « *On va mettre en place un département Système à l'Isra au Sénégal. Est-ce que vous seriez prêt à partir à Dakar ?* ». J'étais déjà catalogué avec Étienne Landais comme « *zootechnicien Système* ». Evidemment je n'ai pas hésité, pratiquement sans interruption en quittant Bouaké fin 1979 pour aller à Dakar en janvier 1980.

Ma famille n'arrive à Dakar que six mois après mon affectation car les enfants ont dû finir leur année scolaire 1979-80 commencée en France. Quand vous parlez des interactions des événements familiaux avec la carrière : en Côte d'Ivoire on a été traumatisés par « l'événement » évoqué ci-dessus et le départ de ma famille en 1979. Au Sénégal, ma femme était enceinte à son arrivée mais on a perdu le bébé, 48 h après sa naissance, pour une probable cardiopathie. À l'hôpital central de Dakar, un vieux médecin qui ne savait pas quoi faire, m'avait dit : « *Votre bébé bleuit anormalement, préparez-vous à partir en France* ».



En 1986, Philippe Lhoste lors d'une mission pour la Banque mondiale (évaluation du programme de crédit à l'élevage) ; ses enquêtes le conduisent chez les éleveurs Peuls M'bororo du Nord-Ouest du Cameroun (région de Bamenda).



© Philippe Lhoste

En 1982, dans le Sine Saloum (Sénégal), un attelage de deux bœufs de trait de race zébu Gobra revient des champs avec un groupe de jeunes paysans sur le plateau ainsi que leurs instruments aratoires (houes Sine).

Quelques heures après, il vient me voir : « *Non, vous ne partez plus. Il est mort* ». Ce nouveau-né a vécu essentiellement sous oxygène, on l'amenait à sa mère quelques minutes et ensuite, il fallait le remettre sous oxygène. On l'a perdu très tôt. Évidemment, la maman est toujours plus traumatisée, et ça a été un événement majeur à notre arrivée à Dakar. J'y étais depuis le mois de janvier mais ma femme y était arrivée avec les autres enfants peu avant son accouchement.

Pour en revenir à ma carrière, le séjour au Sénégal était particulier, parce que j'avais « le cul entre deux chaises ». Au Cameroun, j'ai été chercheur d'abord, puis chercheur et responsable de la recherche zootechnique ; en Côte d'Ivoire, j'ai été essentiellement responsable de la recherche zootechnique, mes travaux de recherche étant vraiment à la marge. À Dakar, je me retrouve sur un poste de chercheur où je suis simultanément conseiller du Chef de département Elevage de l'Isra (Institut sénégalais de la recherche agricole), Moktar Saydil Touré. Ce parasitologue spécialiste des trypanosomes, décédé aujourd'hui, était un homme humainement et scientifiquement remarquable avec qui j'ai eu une relation superbe. J'étais responsable de l'animation scientifique du département, un poste flou mais très ouvert, et chargé de recherches en milieu réel dans le Sine Saloum. C'était la fin du célèbre

dispositif en milieu paysan des « Unités expérimentales » du Sine Saloum, mis en place par René Tourte en 1968. On avait des réunions périodiques très animées à Kaolack, avec Jacques Faye, Guy Pochtier, Alain Angé... Les baroudeurs !

Les liaisons entre les chercheurs de l'Irat et de l'IEMVT se faisaient dans le cadre de l'animation de l'Isra, au Sine Saloum notamment, d'autant plus qu'on préparait un département Système à l'Isra pour lequel j'avais été affecté au Sénégal. Mais il a mis du temps à se mettre en place car il ne sera lancé qu'en 1983. Quand je pars du Sénégal, en 1982, mon constat est le suivant : « *la mise en place de ce poste au département Système de l'Isra traîne trop. Les travaux que j'ai conduits au Sine Saloum sur les relations agriculture-élevage m'ont investi sur une nouvelle problématique... D'où la décision de préparer ma thèse sur l'évolution du système agropastoral du bassin arachidier* ». En 1983, Étienne Landais me succède à ce poste, il aura une fonction centrale dans ce nouveau département Système, mis en place et dirigé par Jacques Faye.

#### AU SÉNÉGAL, EN 1981-1982, VOUS DÉCIDEZ DE FAIRE UNE THÈSE ?

Oui, tout à fait. Je me souviens de Maxime Lamotte qui m'avait pris sous son aile en Côte d'Ivoire. Ce professeur Lamotte, pionnier de l'écologie, avait créé avec Jean-Luc Tournier la station



© J. Huguenin

de « **Lamto** » en 1962. Lorsque j'étais Chef de Centre à Bouaké, avec des programmes au Nord et en station, avec une étude pour la FAO, il me disait : « *Mais mon cher, rédiger une thèse, c'est trois heures de boulot tous les soirs ! Allez-y !* ». Mon sujet premier aurait été de synthétiser l'ensemble de mes travaux d'une dizaine d'années au Cameroun car j'avais une mine de données importante que je voulais mieux valoriser. J'y ai travaillé mais je n'ai pas été capable de mener à bout ce projet : un échec ! J'avais aussi un autre sujet potentiel de thèse sur le bétail trypanotolérant en Côte d'Ivoire et plus largement en Afrique occidentale. Je pense que j'étais alors, l'un des experts du bétail trypanotolérant avec une mine de données en Côte d'Ivoire, et aussi, grâce à ce que j'avais vu au Cameroun, ce que j'avais étudié avec Christian Hoste sur l'ensemble des pays de la zone, et le zoom qu'on avait fait sur ces races taurines Baoulé et N'dama en Côte

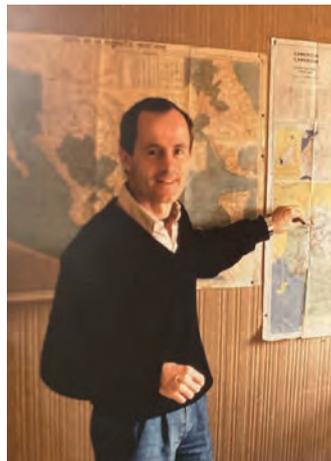
En 1980, dans le Sud du bassin arachidier du Sénégal (Sine Saloum), un paysan commence le dressage de très jeunes bovins destinés au travail : ils sont déjà équipés d'un joug de tête qui les apparie et sont menés à la corde.

Philippe Lhoste soutient en 1986 une thèse de Docteur-Ingénieur à l'INA-PG (devenu AgroParisTech), sur le thème de l'évolution du système agropastoral au Sine Saloum (Sénégal). Le travail de recherche a été effectué sur le terrain, dans le prolongement des historiques « Unités expérimentales du Sine Saloum », lancées en 1968 par René Tourte.



d'Ivoire, avec des résultats originaux en station et en milieu villageois. En définitive, je n'ai pas pu consacrer du temps à ce deuxième sujet potentiel, et ma thèse s'est faite plus tard au Sénégal sur l'association agriculture-élevage (« *L'association Agriculture-Elevage. Evolution du système agro-pastoral au Sine Saloum, Sénégal* ») avec comme directeur de thèse, Alain Bourbouze à l'Agro, et avec l'aide de Bertrand Vissac qui avait accepté d'être rapporteur.

J'avais tout de suite identifié ce terrain du Sud du bassin arachidier du Sénégal, parce que je trouvais que la mine de données qu'il y avait dans les « Unités expérimentales du Sénégal » était très précieuse et insuffisamment exploitée à certains points de vue : plus de dix ans de suivi et d'archives... J'ai exploité une partie de tout cela : l'évolution des troupeaux, de la culture attelée, des surfaces cultivées, des différentes cultures, etc. J'ai d'ailleurs travaillé avec Michel Benoît-Cattin sur la synthèse de ces Unités expérimentales (Isra, Cirad, Fac, 1986). J'ai construit mon dispositif



De retour du Sénégal en 1982, après 18 ans d'expatriation (Cameroun, Côte d'Ivoire et Sénégal), Philippe Lhoste participe à une unité mixte de recherche, INRA-Gerdat : le Lecca (Laboratoire d'étude comparée des systèmes agraires), à Montpellier.

d'observation sur les acquis de ces « Unités », et sur les deux villages tests : Koumbidia, et Thyssé-Kaymor. Donc, ça a été essentiel de disposer de cette source de données, de les compléter par des enquêtes et de pouvoir échanger avec des gens comme Jacques Faye, Paul Kleene, Guy Pochtier, René Tourte... Jacques Faye était sociologue et terminait sa thèse, quand je démarrais plus ou moins la mienne. Mais on s'est vus sur le terrain. Il m'a expliqué des trucs qui m'ont ouvert les yeux. Il me posait des questions sur le troupeau : « *Ton troupeau, tu parles d'un Éleveur, mais qui est l'Éleveur ?* » Il y a trois groupes de personnes concernées : les propriétaires (troupeau collectif), le gestionnaire – qu'on appelle le « *Diarga* » en Wolof, c'est lui qui décide des départs en transhumance, et il y a le berger qui est en général un Peul. C'est l'employé du gestionnaire Wolof. Jacques Faye m'a éclairé : « *Si tu ne comprends pas ça, tu ne pourras jamais être efficace... Il ne faut pas se tromper d'interlocuteur : si tu veux parler de la conduite au quotidien, de la traite, c'est le berger ; si tu veux parler de la transhumance, c'est le gestionnaire et le berger ; si tu veux parler des achats ou des ventes d'animaux, c'est plutôt les propriétaires...* ». Ces échanges interdisciplinaires sont très fructueux, ils m'ont beaucoup apporté : je dirais la même chose de Pierre Milleville, agronome, sur le terrain, Étienne Landais, bien sûr. Dans l'interdisciplinarité, il y a des moments où on fait vraiment des pas dans la compréhension de son objet d'étude. Pour moi, avec Jacques Faye, ça a été important, même si on n'a pas travaillé ensemble très longtemps. Après, j'ai plutôt travaillé avec un de ses homonymes, Adama Faye, qui a préparé une thèse à la suite de la mienne, en prolongement sur le même terrain.

Jacques Faye et Étienne Landais m'ont fait revenir en mission d'appui presque chaque année, après mon départ du Sénégal. Ça m'a permis de prolonger mes travaux d'enquête pour ma thèse. Mon travail de terrain s'était effectué de façon épisodique, depuis Dakar, pendant trois années de 1980 à 1982. Ensuite, j'ai refait des missions périodiques au Sénégal, souvent qualifiées de « *Mission d'appui au département Système* » et ça m'a permis de

poursuivre des enquêtes sur le terrain, en 1983, 1984, et 1985. Je soutiens ma thèse en 1986.

Alain Bourbouze a très bien compris ce que je faisais et il me faisait une confiance totale. Je lui envoyais périodiquement des comptes rendus. René Tourte a regardé de près mes travaux, car j'ai beaucoup exploité les archives zootechniques des Unités expérimentales, son bébé. Il m'a fait plancher deux ou trois fois. Un jour, je présente un magnifique schéma sur l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, avec des flèches partout. Il me dit : « *Là, on sent que tu es proche de la thèse !* ». Il s'était un peu foutu de moi !

J'étais à l'époque au Lecca (Inra-Cirad) et j'avais ce terrain sénégalais très éloigné, mais j'étais aussi très impliqué dans cette nouvelle équipe, sur d'autres terrains, en Camargue, au Mexique...

#### FINALEMENT, ALORS QUE VOUS ÉTIEZ SUR LA CRÉATION DU DÉPARTEMENT SYSTÈME DE L'ISRA, QU'EST-CE QUI VOUS A FAIT QUITTER DAKAR ?

Le contexte familial n'y était pas pour rien. Mais aussi la rencontre avec Hervé Bichat lors d'un séminaire de l'Ifarc (Institut de formation en agronomie des régions chaudes, Montpellier) à Montpellier, avec Jacques Lefort et René Billaz, en 1982. Au cours d'un déjeuner avec Hervé Bichat (nous étions de promotions proches à l'Agro), il me dit : « *Si ça t'intéresse, j'ai un projet sur Montpellier avec Alfred Conesa, qui vient du ministère de la recherche. Je voudrais que ce soit un montage Inra/Gerdat. Tu pourrais faire partie de la composante initiale du Gerdat. Tu seras à l'aise, c'est : « Systèmes » ! Tout est à créer, c'est l'ouverture totale* ». Depuis le ministère, Alfred Conesa a déjà repéré quelques jeunes comme Christian Dupraz, Jean-Marc Barbier, Steven Schilizzi... pour constituer son équipe. Il n'y avait que deux seniors dans le montage au départ, Conesa et Lhoste.

#### COMMENT ÉTAIT ORGANISÉ LE DÉPARTEMENT EMVT ? IL Y AVAIT UN PROGRAMME SYSTÈME ?

À l'époque (1980), pas vraiment. Après mon retour à Montpellier, en 1982,

j'ai été dans une équipe système Inra-Cirad, le Lecca (Laboratoire d'Etudes des Systèmes agraires), avec Alfred Conesa, puis responsable d'un programme Agriculture-Élevage au Cirad-Emvt. On était dans l'ouverture sur les démarches systémiques.

Le Lecca (Laboratoire d'Études comparées des Systèmes agraires) était un laboratoire Inra/Gerdat en création, basé sur le campus de l'Ensam (Ecole nationale supérieure d'agronomie de Montpellier). J'étais mis à disposition par l'EMVT dans ce montage et j'avais les coudées totalement franches pour la dynamique de ce laboratoire, l'encadrement des thèses, les missions, les enseignements, l'ouverture de terrains de recherche... On a fait des missions en Algérie, au Mexique, au Vietnam et lancé de nouveaux projets de recherche de façon très autonome, par rapport à l'Inra ou au Cirad... C'était la « méthode Conesa ».

#### POUR VOUS QUI AVIEZ UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE, C'ÉTAIT UN LABO SYSTÈME ?

Oui, ma valence africaine a compté et beaucoup intéressé Alfred Conesa, et j'ai pu poursuivre mes enquêtes sur mon terrain de doctorat au Sénégal, en relation avec le département Système de l'Isra. On était à la recherche de terrains en France et à l'étranger. En France, on a prospecté dans l'arrière-pays languedocien pour apprécier une éventuelle demande mais ça nous a paru très complexe au plan politique ou syndical. Après avoir tourné beaucoup, on a choisi la Camargue pour répondre à une demande du Parc naturel régional avec les agents duquel on a gardé ensuite d'excellentes relations. Jean-Marc Barbier s'est orienté sur la riziculture, Steven Schilizzi sur l'économie des unités de production comprenant la riziculture, les manades, la chasse, ou le tourisme. J'ai dirigé la thèse de Michèle Lagacherie-Valmalle sur l'élevage ovin transhumant. Sur ce terrain, en Camargue, on s'est investis collectivement et l'équipe s'est progressivement étoffée avec des thésards, stagiaires, étudiants. On cherchait aussi un terrain à l'étranger. Alfred Conesa, grâce à ses relations avec l'Ambassade de France à Mexico, a ouvert un terrain

de coopération avec l'Université de Colima, au Mexique. Six ans de suite, j'y suis allé quinze jours à un mois pour des appuis sur place. On a surtout reçu des stagiaires et des thésards, certains très brillants, comme Hubert Cochet, devenu le successeur de René Dumont, Marcel Mazoyer puis de Marc Dufumier à l'Agro. On avait une équipe absolument mixte. Alfred Conesa avait ses qualités et ses défauts mais des idées originales. Il disait : « *Je voudrais une équipe où l'équilibre soit total entre pays de coopération et nous. Autant de missions vers le Mexique, que de missions de mexicains chez nous. Autant d'étudiants français au Mexique, que d'étudiants mexicains chez nous...* ». C'était très novateur. J'ai dirigé la thèse de Jean-Philippe Choisis, associé à Norma Cervantes, une vétérinaire mexicaine, sur les systèmes d'élevage de la région de Colima au Mexique. Jean-Philippe rappelle avec humour : « *Philippe Lhoste pousse sa conscience professionnelle très loin... jusqu'à marier ses doctorants* ». ... Il est maintenant en poste à la Réunion pour l'INRAE. Dans ce projet de coopération à Colima, nous avons ainsi encadré un nombre conséquent d'étudiants français et mexicains.

J'ai commencé à encadrer des étudiants et des thésards, au Lecca... Je me rappelle François Marchon, directeur des Études de l'Agro, qui me dit : « *Tu encadres avant d'avoir soutenu* » ! Je n'ai soutenu ma thèse qu'en 1986. Mais Alfred Conesa ne s'embêtait pas avec ça. Il était assez directif et nous incitait à un « encadrement fort » des étudiants étrangers en difficulté qui allait parfois jusqu'à réécrire en partie leur mémoire !

#### SI ON AVANCE DANS LA CHRONOLOGIE, QUE SE PASSE-T-IL APRÈS LE LECCA? COMMENT ÇA ÉVOLUE ?

À cette époque, j'ai la chance de beaucoup intervenir au Sénégal, grâce à ma relation privilégiée avec les collègues du département Systèmes, et au Mexique, pour l'encadrement de Jean-Philippe Choisis, Norma Cervantes et d'autres étudiants, et de cet équilibre qu'Alfred Conesa avait voulu établir entre ces deux pays. J'y vais souvent. Je suis en relation avec de nombreux stagiaires là-bas : Hubert Cochet, Nathalie Cresson (fille d'Édith Cresson). Enfin, des gens passionnants et des chercheurs mexicains de qualité, des relations avec le « Colegio de Postgraduados de Chapingo », un centre de formation à Mexico, également très ouvert à ces démarches. Un de mes parrains au Mexique a été Joseph Casas, économiste à l'Inra. Il avait fait un séjour de quelques années comme chercheur-formateur à Chapingo. J'ai fait une mission au Mexique avec Joseph Casas, parfait hispanophone, ce qui n'est pas mon cas. Cela m'a bien ouvert à la problématique et à la connaissance de ce pays. Cette ouverture sur le continent américain m'a vraiment introduit à un contexte complètement différent du milieu africain auquel je m'étais exclusivement consacré auparavant. De même, ensuite au Vietnam, au Laos, des missions courtes ont élargi mon horizon.

Quand Alfred Conesa a développé un programme au Vietnam, notre interlocuteur Dao The Tuan, un agronome, en visite au Lecca à Montpellier,



En 2000, au cours d'une mission d'appui au Nord-Vietnam sur l'intégration de l'agriculture et de l'élevage (alimentation des herbivores, utilisation de l'énergie et de la fumure animale, ...). Terrain asiatique relativement nouveau pour Philippe Lhoste dont l'expérience est surtout africaine, mais où il n'est pas dépaycé sur le plan technique.



© O. Husson

Au Vietnam Nord, stabulation des buffles de travail et récolte-stockage du fumier pour fertilisation organique des champs.



© O. Husson

Complémentation minérale, au pâturage, d'un petit cheptel bovin familial en zone humide, par un éleveur du Nord Vietnam.

me dit : « Philippe, il faut que tu viennes au Vietnam ». J'ai répondu : « Mon cher, je vais être perdu dans le milieu asiatique que je ne connais pas ». Ensuite, j'ai pu faire une mission au Vietnam, je me suis aperçu que nos méthodes d'approche du milieu réel et la connaissance du milieu tropical, même s'il y a des différences, ont des constantes. Le buffle est bien différent du zébu, mais c'est un ruminant qui fonctionne de la même façon. Si on s'intéresse à la reproduction du buffle, à son alimentation, à sa conduite... Je me suis retrouvé de plain-pied avec les zootechniciens et agronomes vietnamiens, à discuter de problèmes de conduite des animaux, de relations agriculture-élevage, de gestion de l'espace, etc. J'ai regretté ensuite cette espèce de timidité que j'ai gardée trop longtemps par rapport à l'Amérique latine et à l'Asie.

Je suis allé de nombreuses fois au Brésil et dans les DOM-TOM aussi. Ça m'a beaucoup ouvert à d'autres réalités. La période au Lecca a été une période de très grande ouverture sur le monde, après deux décennies en poste en Afrique. Ça a été une grande chance pour moi, avec des relations constantes avec l'Inra, même si celles-ci étaient parfois conflictuelles entre Bertrand Vissac et Alfred Conesa par exemple – mais c'est de la petite histoire ! J'avais personnellement les meilleures

relations avec les chercheurs et responsables du département de l'Inra-Sad : Jean-Pierre Desfontaines qui a ensuite accueilli Étienne Landais dans son équipe, Bernard Hubert à Avignon, Jean-Claude Flamant à Toulouse... On avait périodiquement des rencontres et des colloques, notamment avec Jean-Claude Flamant et Annick Gibon (Inra-Sad, Toulouse) dans le cadre de la Fédération européenne de zootechnie et le groupe de travail « Livestock farming systems » qu'elle animait.

#### COMMENT AVEZ-VOUS VÉCU LES ÉVOLUTIONS AU CIRAD ??

J'étais détaché au Lecca par l'IEMVT pendant dix ans, de 1982 à 1992, et très autonome. À la création du Cirad en 1984, on a affiché Lecca/Inra-Cirad et on espérait, avec Alfred Conesa, un renforcement de la composante Cirad de cette équipe mixte. La direction générale du Cirad y était en principe favorable mais l'IEMVT, depuis Maisons-Alfort, était plus réticent et ça ne s'est pas fait. Ils n'y ont vu un intérêt que lorsqu'ils ont réalisé que la délocalisation à Montpellier était inéluctable. Je n'ai donc pas été remplacé à mon départ du Lecca en 1992. J'ai alors été nommé représentant de l'IEMVT à Montpellier, avec la création d'une antenne basée sur le campus de l'Ensam. L'idée qu'on avait, à l'époque,

c'était de se rapprocher de la Chaire de zootechnie de l'Ensam, car on avait de très bonnes relations avec le professeur Louis Dauzier et son équipe, Michel Prudon, son adjoint, René Cordesse, Paul Lapeyronie, etc. Un bâtiment provisoire « Algeco » avait été placé proche de leur labo dans lequel nous étions quatre, au départ : Guy Roberge, Dominique Dulieu, Philippe Lhoste, et mon assistante Sylvie Pugin, et une hypothèse était, à l'époque, d'associer notre antenne IEMVT à l'unité de Zootechnie méditerranéenne qui existait sur le site de l'Ensam. C'est la délocalisation de l'IEMVT de Maisons-Alfort à Montpellier, en 1995, qui a modifié la donne.

Durant toute cette période, je montais très régulièrement à Maisons-Alfort, où on m'a toujours regardé d'un bon œil, mais parfois, un peu comme un électron libre, « tout le temps fourré à l'Inra ». J'ai aussi toujours eu le goût et une pratique confirmée pour l'enseignement. De Montpellier, j'ai participé au DESS (Production animale en régions chaudes) de l'EMVT. J'intervenais aussi à Créteil dans un autre DESS. J'intervenais à l'Agro de Paris dans un DEA, grâce à Jean Lossouarn et Julien Coléou qui m'avaient mis le pied à l'étrier. À Montpellier, avec Philippe Jouve, j'avais monté un module systèmes d'élevage

dans son enseignement sur les systèmes agraires au Cnarc (Centre national d'études agronomiques des régions chaudes, devenu IRC). L'enseignement m'a toujours passionné, afin de développer et d'illustrer les démarches liées à mes travaux de recherche.

### LA DÉLOCALISATION DE L'EMVT À MONTPELLIER DATE DE GÉRARD MATHERON ?

Gérard Matheron y a beaucoup contribué. Il est venu comme directeur scientifique du département Elevage (EMVT du Cirad). Il y avait alors deux directeurs scientifiques : l'un pour la santé, et l'autre pour la production animale. Depuis Montpellier, j'avais une relation très fréquente avec Maisons-Alfort, et très complice avec Gérard Matheron. Je me suis aussi toujours bien entendu avec les directeurs généraux, mais il arrivait à Georges Tacher, directeur général, de me dire : « *Qu'est-ce que vous foutez là-bas, Lhoste ?* » ! Ce directeur général était en conflit avec une personne du ministère de la Coopération, et c'était de notoriété publique. Un jour, je lui ai dit : « *Georges, ça va mieux avec le ministère ?* », et il me répond : « *Oui, elle a arrêté de me chier dans les bottes, j'y envoie Gérard* » ! Ça se passait très bien avec Gérard Matheron qui a tout de suite rétabli une bonne relation avec cette tutelle. Ce que j'ai admiré chez lui, c'est sa vision prospective, qui pouvait me manquer. Il avait un côté stratège, en fonction de ses connaissances des hommes et des projets. Il a contribué à la création de ce noyau de fixation ici, à Montpellier. On était au départ trois chercheurs, avec évidemment, une flopée de stagiaires et de thésards, comme Guillaume Duteurtre, Eric Vall, Bernard Rey, Alioune Fall, Adama Faye du Sénégal, qui sont devenus de brillants chercheurs du Cirad ou de l'Isra.

### DANS LES ANNÉES 1990, COMMENT DÉCRIREZ-VOUS VOTRE POSITIONNEMENT DANS LE DÉPARTEMENT EMVT ? QUELLES ÉTAIENT LES RELATIONS AVEC LE DÉPARTEMENT DSA (SYSTÈMES AGRAIRES, DEVENU SAR)

À une époque, on me regardait à l'EMVT comme un électron libre. J'ai eu aussi plusieurs étiquettes : Monsieur

Agriculture/Élevage', 'Système d'Élevage' ou 'l'équipe de Landais/Lhoste'... Parfois, on était en guerre de tranchées avec certains de nos collègues de l'EMVT. J'ai changé de statut, quand on a créé l'antenne IEMVT à Montpellier en 1992, avant la délocalisation. On commence à me dire : « *Tiens, il y a Dulieu qui rentre de je ne sais où. Est-ce qu'il ne serait pas mieux auprès de toi à Montpellier, dans ton équipe plutôt qu'à Maisons-Alfort ?* » – lui, ça l'intéressait aussi – « *Et Guy Roberge, comme tu l'as connu à Dakar, tu ne pourrais pas le reprendre dans ton équipe ?* ». On étoffe une petite équipe à Montpellier. Je prends un statut complètement différent dans le département et au Cirad. Quand en 1995, la délocalisation du département est décidée, je le représente dans les réunions avec Gérard Matheron pour l'implantation de Baillarguet. Je soutiens la nécessité d'avoir un important étage consacré à la pathologie animale et d'aucuns s'étonnent de me voir me battre sur ces questions aux côtés des vétérinaires. Avant, ils me considéraient comme un électron libre qui fait son chemin et qui n'est pas inutile dans les relations avec l'Inra et avec les Instituts Agro ; de retour dans le département Elevage, j'ai une position reconnue et un statut différent.

En tant que « chercheur système » de mon département, j'ai toujours eu une relation privilégiée avec René Tourte, à la création d'un département système (le DSA), puis, ensuite avec tous ceux qui lui ont succédé : Jacques Faye, Jacques Lefort, Jean Pichot, Patrick Caron etc. Les chercheurs du DSA me considéraient vraiment comme l'un des leurs. Bernard Bachelier, alors directeur général du Cirad, me proposera même un jour de les rejoindre... Mais je n'ai pas accepté, alors trop engagé alors sur d'autres projets.

À la direction de l'IEMVT, puis du département EMVT, se sont succédé Alain Provost (1984-1986), Georges Tacher (1987-1993) puis Pierre-Charles Lefèvre (1993-1996) ; j'étais alors directeur des programmes du département EMVT, avec Didier Richard comme directeur scientifique. Avec Pierre-Charles Lefèvre qui était vétérinaire, il y avait de l'ambiance.

Il m'arrivait d'aller le voir pour aborder une question et il savait pourquoi je venais et m'accueillais avec : « *Pose ta question. La réponse est non* » !

Dans les grandes réunions de la CPCS (commission de programmation et de coordination scientifique du Cirad) avec la direction scientifique, des revues périodiques des départements étaient organisées. Lors d'une revue de l'EMVT qui était, comme toute revue, relativement critique, Pierre-Charles Lefèvre écoute les commentaires de la direction scientifique et on sentait que la pression montait. À un moment, Jean Pichot, délégué AGER (mission Agronomie, Gestion de l'Espace rural et des Ressources naturelles), prend la parole pour en rajouter une couche. Pierre-Charles Lefèvre prend son dossier et claque la porte en disant : « *Je ne suis pas venu ici pour entendre des conneries pareilles !* ». Avec Didier Richard (nous faisons partie de la direction du département), on se regarde, et on se dit : « *Notre Chef est parti, est-ce qu'on part ou non ?* ». Alors, on dit : « *Écoutez, on va essayer de répondre à vos questions puisque vous en avez* ». Avec ce directeur, ça a parfois été difficile, de même qu'entre le département Elevage et la direction du Cirad.

Quand Joseph Domenech arrive en 1996, je m'appête à quitter le département pour la direction scientifique du Cirad et Joseph Domenech m'en a peut-être voulu. J'avais alors une fonction au département EMVT et en même temps, j'étais l'adjoint de Gérard Matheron à la MIPA (Mission Production Animale) de la direction scientifique. Avec Gérard, on a toujours gardé la meilleure relation et il me faisait faire pas mal de boulot. Gérard était l'animateur de la MIPA dont j'étais l'adjoint... Quand il est devenu Président du Centre Cirad de Montpellier, il m'a demandé de prendre le relais et de devenir à plein temps délégué scientifique de la MIPA auprès de la direction scientifique. Ça m'a plu de continuer à travailler dans ce domaine en relation avec mon ancien département et c'était très stimulant. Mais j'étais dans un cas très particulier par rapport aux autres délégués scientifiques, parce que mon action s'identifiait presque à un département. J'étais donc en relation paradoxale avec le chef

de département, non en concurrence, mais en position de conseil et d'orientation scientifique. La MIPA est devenue ensuite délégation « Aux Sciences de l'animal », non transversale comme les autres délégations ; cette position ambiguë ne m'a pas perturbé car je gardais une bonne relation avec mon ancien département et une forte autonomie pour des relations en interne et à l'extérieur. Du côté des départements, il y avait parfois une tension entre le rôle des délégués scientifiques et les directions de département.

La grande originalité de cette fonction au Cirad était qu'à ce poste, relié à la direction scientifique, on avait une grande liberté d'action : on pouvait s'exprimer à travers l'enseignement, des missions d'appui, des publications, des colloques, une grande ouverture sur l'extérieur. On disposait de crédits incitatifs, certes limités, mais qui étaient utiles pour lancer certaines recherches, appuyer des doctorants, favoriser des partenariats, etc.

La chance que j'aie eue, c'est que j'ai eu les coudées franches pour faire des missions dans mon domaine de compétence. C'est tardivement dans ma carrière que j'ai découvert l'Asie, par exemple. On m'a fait venir au Vietnam pour la question des relations entre l'agriculture et l'élevage. Ça m'a complètement ouvert les yeux sur d'autres réalités. Au Laos aussi. De même au Brésil, sur le programme de

Jean-François Tourrand en Amazonie, qui m'a beaucoup sollicité. Je découvrais un monde complètement nouveau où nos démarches se révélaient pertinentes, en liaison avec les équipes de l'Embrapa (*Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária*, Brésil).

Michel Griffon et Michel Dron, à la direction scientifique du Cirad, nous laissaient toute liberté pour suivre ce genre de programmes, c'était impressionnant la façon dont ces grands scientifiques nous faisaient entièrement confiance. Avec Michel Griffon, en particulier, j'étais frappé, de voir qu'il avait une vision stratégique et prospective, mais dans ce cadre, il laissait une grande liberté d'action aux différents délégués scientifiques : on avait les coudées franches dans nos domaines respectifs.

#### AU BOUT DE CE DÉROULEMENT CHRONOLOGIQUE DE VOTRE CARRIÈRE, QUEL REGARD PORTEZ- VOUS SUR CELLE-CI ?

Ce qui me frappe c'est le parcours sinusoïdal que j'ai eu au cours de ma carrière, entre postes de recherche et postes de responsabilité, d'animation et de direction. Quelque part, ça m'a sans doute freiné dans une dynamique de recherche et de publication. Car quand on est constamment sollicité dans des réunions dans les ministères et que l'on gère des budgets et des équipes, ça freine

clairement la recherche. Sur le plan de mon orientation scientifique, j'ai vécu une trajectoire très intéressante, avec l'arrivée des recherches « Système ». Je suis passé du milieu contrôlé au milieu villageois, avec des interactions, puis réellement à des recherches « Système », où on excluait totalement le milieu contrôlé ; ça correspondait à ma vision d'une recherche très appliquée et utile aux producteurs. C'est un phénomène qui a marqué la recherche agronomique dans les années 1980 et jusqu'à la fin de ma fin de carrière au Cirad. On a eu au départ beaucoup de discussions entre les promoteurs de la démarche systémique, et des gens qui avaient une vision différente de la recherche scientifique en privilégiant les approches disciplinaires.

Parfois, c'était assez tendu. Tout ça a été ensuite très bien digéré. Les nouvelles générations l'ont complètement admis. Cette trajectoire a été enthousiasmante, je l'ai beaucoup portée par l'enseignement et l'encadrement. Je trouvais les encadrements de stagiaires et de thésards très intéressants et enrichissants pour moi : d'autant plus qu'il s'agissait de jeunes Français (Bernard Bonnet, Bertrand Guibert, Jean-Philippe Choisis, Charles-Henri Moulin, Eric Vall, etc.) et aussi des étrangers (Norma Cervantes, Adama Faye, Mian Oudanang Koussou...). C'est un honneur d'avoir contribué à former de futurs brillants chercheurs. Je pense



En mission en Guyane en 1993, Philippe Lhoste avec Bernard Toutain, agropastoraliste, pour un appui coordonné au programme de recherche de l'équipe de l'EMVT sur place qui a développé des interactions avec des élevages privés très demandeurs.

en particulier à certains d'entre eux, Christian Corniaux, Guillaume Duteurtre et Eric Vall, qui ont fait leur chemin très efficacement dans la recherche et l'animation de projets en coopération. Je les ai eu comme stagiaires, et j'ai eu le sentiment de pouvoir les stimuler, les convaincre qu'ils avaient quelque chose à découvrir, et qu'ils avaient un vrai potentiel pour cela.

**VOUS AVEZ BEAUCOUP TRAVAILLÉ DANS « L'ANIMATION » AUSSI AU SENS LARGE. C'EST UN MARQUEUR DE VOTRE PARCOURS : ANIMER, ENCOURAGER ...**

Je me suis souvent posé cette question pertinente et je crois que je me suis mieux accompli dans l'animation que dans les tâches de direction que j'ai néanmoins dû assumer à certains moments de ma carrière. Peu de temps après ma retraite, en 2006 ou 2007, le ministère de la coopération m'a invité à organiser un séminaire sur l'animation scientifique pour les chercheurs au Tchad. Je connaissais le Tchad parce que, depuis le Cameroun, j'étais souvent allé à Fort-Lamy (devenu N'Djamena), au laboratoire d'Élevage de Farcha, géré à l'époque par l'IEMVT. J'y suis retourné également plusieurs fois après mon séjour au Cameroun en début de carrière et ça m'a toujours intéressé de faire parler les chercheurs, de les faire se rencontrer, tout ce travail qui relève de l'animation. Mais si vous me permettez une petite anecdote sur cet atelier au Tchad qui s'est déroulé à la suite d'un colloque à Garoua, au Nord Cameroun, où il y avait de grands pontes de l'Inra et du Cirad. Dans l'atelier à N'Djamena qui suit la rencontre de Garoua, je retrouve des chercheurs tchadiens qui étaient passés par le colloque de Garoua. J'ai constitué trois groupes de travail, avec dans chacun au moins un ou deux chercheurs de ce colloque de Garoua. Je les fais travailler sur l'évolution de leur démarche de recherche et lors de la restitution, le lendemain, les thèmes abordés à Garoua la semaine précédente ne ressortent pas. Je leur ai dit : « *Mais attendez, on vient de passer une semaine ensemble à Garoua. On est maintenant en train de faire un autre exercice de réflexion sur vos démarches de recherche dans votre*

*pays – le Tchad – le mot 'Agroécologie' ne ressort pas* ». Un chercheur du laboratoire d'Élevage que je connais mieux que les autres a osé me dire : « *Philippe, nous on n'y croit pas. On ne peut pas travailler sans les engrais chimiques et les pesticides, l'agroécologie, c'est un beau discours du Nord, le Bio, n'en parlons pas. Avec vos histoires de Bio, vous allez affamer l'Afrique* ». On est restés longtemps sur cette question, à demander le point de vue de chacun. Certains étaient plus nuancés. Ce décalage entre des chercheurs assez conventionnels du Tchad et ce qu'essayait d'initier le Cirad dans ce colloque à Garoua m'a fortement interpellé.

Je me suis dit que nos messages ne passaient pas toujours bien. C'est anecdotique, mais je viens de lire, dans une revue de presse burkinabé, qu'une équipe nationale de recherche qui a travaillé chez les maraîchers périurbains à Ouagadougou dit qu'ils ne sont pas du tout prêts à s'engager dans les démarches agroécologiques et biologiques. Ils pensent que ça va leur coûter beaucoup plus cher, et qu'il y aura beaucoup plus de travail et moins de production. Ça m'a frappé ce décalage Sud-Nord. On s'aperçoit que les questions de formation, d'animation, d'accompagnement sont essentielles. On a aussi observé l'inverse, notamment avec Jacques Faye et Étienne Landais au Sénégal, avec des jeunes chercheurs qu'on a formés, Alioune Fall, Lamine Sonko, Adama Faye. Certains ont fait un chemin, dont les racines étaient cette dynamique d'équipe avec des séminaires périodiques d'animation et d'échanges. Au département systèmes de l'Isra, des chercheurs comme Pierre Milleville, moi-même étions conviés périodiquement. J'en profitais pour faire du terrain à cette occasion. Dans le domaine de la formation, certains retours sont très encourageants.

Ces encadrements ont été aussi, clairement, l'occasion de relations personnelles enrichissantes et cela fait partie des très bons souvenirs de mon activité au Cirad. Ce sont souvent ces souvenirs qui ressortent lors de rencontres ultérieures : telle invitation à la maison, telle sortie touristique ou culturelle, tel week-end de détente, etc.



En mission en Amazonie brésilienne, en 1993, pour un appui au programme de recherche de Jean-François Tourrand en coopération avec l'Embrapa-Cpau (Recherche agronomique brésilienne - tropique humide). Les chercheurs notent avec intérêt des dynamiques très différentes en Amérique du Sud et en Afrique dans des écologies parfois comparables.

**QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT POUR VOUS ? DEPUIS VOTRE ARRIVÉE AU CAMEROUN EN 1964 AVEC DES IDÉES DE DÉVELOPPEMENT, SANS DOUTE TOUT À FAIT HUMANISTES, COMMENT CE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT A-T-IL ÉVOLUÉ TOUT AU LONG DE VOTRE CARRIÈRE ?**

Dans le domaine de l'élevage et des relations entre agriculture et élevage, ce qui m'a paru très porteur, c'est l'apparition et la dynamique des organisations de producteurs. J'ai eu le sentiment d'arriver au Cameroun dans un milieu de post-indépendance, dans lequel des sociétés de développement assez puissantes – la Sodécoton au Nord Cameroun en étant réellement l'archétype – ont commencé à organiser les producteurs, mais aussi dans leur intérêt. Par exemple, dans les groupements de producteurs cotonniers, les membres géraient les subventions, pesaient et achetaient le coton. Mais ils n'avaient pas de dynamique propre, en termes d'animation des producteurs, à part la diffusion des intrants. Il n'en reste pas moins que chez les producteurs, ça a créé des formes d'organisation nouvelles porteuses d'avenir. Ils avaient certains moyens à gérer, et ils ont été amenés à se coordonner entre acteurs, soit du point de vue technique, soit du point de vue professionnel ou politique. Quelque chose a fermenté. L'une des choses qui m'a peut-être le plus frappé dans ces quelques décennies de travail sur le développement agricole en Afrique, c'est l'émergence de ces organisations, et le poids qu'elles ont pu

prendre dans certains pays comme le Burkina Faso. J'y suis retourné souvent et j'ai trouvé extrêmement intéressant d'avoir des interlocuteurs paysans de qualité. C'étaient des gens avec qui on pouvait continuer le débat par Internet, qui avaient des notions de préparation de projet, de gestion financière, de réponse à des appels d'offre... Quelquefois, ils le faisaient essentiellement en fonction d'une ambition politique ou autre, mais parfois, cela se révélait très profitable pour leur village... J'ai vu, au Burkina Faso notamment, le retour des jeunes émigrés au moment de la crise politique en Côte d'Ivoire, beaucoup de Burkinabés sont alors revenus au pays. Des villageois me disaient : « Ça a été très dur de voir nos jeunes revenir, parce qu'on n'avait pas toujours de la place ou de la terre pour bien les accueillir. Mais en définitive, ça s'est révélé souvent positif, tellement ils ont été éléments de dynamisme. Ils sont revenus avec des connaissances techniques, avec une expérience différente, à tout point de vue. Ils ont été porteurs dans nos villages, pour développer du maraîchage, de l'irrigation, de la traction animale, de la gestion de la fumure, ou des cultures fourragères... ». J'ai trouvé ça très intéressant de leur part, de considérer que ce qui était un drame pour certains était aussi porteur de solutions pour leur communauté... En effet, ces familles burkinabés qui avaient fait souche en Côte d'Ivoire ont été virées de façon dramatique, notamment de la zone cacaoyère où ils travaillaient. Après, je suppose qu'il y a eu peut-être un certain reflux. Ma vision du développement est très liée à ces dynamiques locales parfois entravées par « la tradition » en Afrique.

**COMMENT LA SCIENCE A-T-ELLE ÉVOLUÉ, ET S'EST ARTICULÉE AVEC VOS ACTIONS ? NOTAMMENT L'ÉVOLUTION DE LA PERCEPTION DE L'ÉLEVAGE, LA QUESTION DU BIEN-ÊTRE ANIMAL, LA PLACE DE L'ÉLEVAGE DANS L'AGRICULTURE.**

Oui, de nouvelles questions se posent relatives aux gaz à effet de serre, à la consommation des produits carnés, etc. Et tout zootechnicien est terriblement interpellé par rapport à ces sujets. Quand je rencontre une personne

qui dit : « J'ai arrêté de manger autant de viande, aller plus loin ? », je lui réponds : « Entièrement d'accord pour réduire nos consommations dans les pays riches : l'Amérique du Nord, l'Europe Occidentale, où on est à près de 100 kilos de produits carnés par an et par personne, c'est énorme. On pourrait n'en manger que le tiers, et se porter très bien ». Il est tout de même utile de maintenir, en France, un élevage qui a son rôle économique et environnemental, dans le paysage.

Mais qu'en est-il pour les pays en développement, où on observe parfois des consommations moyennes de moins de 10 kilos de produits carnés par an et par personne ? À Madagascar, il y a ce proverbe que j'adore : « Le riz sans la viande, est triste ». Ce sont les gens qui mangent du riz toute leur vie, sans viande, qui sont tristes. Globalement, on ne peut pas critiquer complètement les productions animales sans prendre en compte une diversité de situations. C'est scandaleux de donner autant de céréales à des bovins d'embouche, aux États-Unis par exemple. Ça n'a aucun sens pour des gens suralimentés de produits carnés, en Amérique du Nord ou en Amérique du Sud, ou autre. Mais, ça a un réel intérêt de concevoir un développement des productions animales respectueux de l'environnement et des questions de bien-être animal dans les pays sous-alimentés en protéines. Les animaux ont vraiment leur importance pour des gens qui ont besoin de l'énergie animale pour cultiver leurs champs ou pour les transports. Ça a encore un certain avenir dans certains pays du monde, qui ont besoin de l'énergie et de la fumure de ces animaux producteurs, et en outre, de produits carnés, ou des produits laitiers. De ce point de vue, il y a une problématique complètement antagoniste entre celle des pays riches – Europe occidentale, Amérique du Nord – et celle des pays en développement, où l'élevage peut encore avoir une place à renforcer.

Quant au bien-être animal, dans les troupeaux des éleveurs traditionnels, les Peuls, il faut noter que ce sont des gens qui connaissent tellement leur métier, que c'est peut-être assez difficile d'intervenir sur le bien-être de leurs animaux. En revanche, chez les néo-éleveurs et notamment chez les

utilisateurs de la traction animale, il y a beaucoup de choses à faire. Nous avons un projet au Burkina Faso sur les animaux de travail, pour améliorer leur dressage, leur conduite, leur harnachement, et globalement le bien-être des animaux de trait, ce qui est important : il y a les bœufs de trait dans la zone Sud, plutôt des équidés, et surtout des ânes dans la zone Nord du Burkina. Nos partenaires du développement ont manifesté un réel intérêt pour cette question. Ils nous disaient : « Il y a là une thématique à laquelle on s'intéressait peu mais qui est très porteuse, et qui peut avoir un grand intérêt pour les producteurs eux-mêmes ». Un animal de trait mal conduit ou mal dressé va devenir dangereux, et mal travailler ; si on s'intéresse à son harnachement, à son alimentation, à son dressage, à son bien-être, on va obtenir de meilleurs services. Donc, c'est gagnant-gagnant quelque part. Malheureusement, les questions de sécurité au Sahel rendent actuellement les actions de nos partenaires et nos actions de coopération très difficiles.

**VOUS VOUS ÊTES INTÉRESSÉ SURTOUT AUX MODES D'ÉLEVAGE INTÉGRÉS À L'AGRICULTURE, AVEC DES PROPRIÉTÉS ENVIRONNEMENTALES, CE QUI N'EST PAS LE CAS DES SYSTÈMES D'ÉLEVAGE INTENSIFS.**

Oui, absolument. J'ai toujours pensé que les productions animales avaient leur place dans la plupart des petites exploitations familiales. Au Laos ou au Vietnam, on va voir deux porcs et quelques poules chez la plupart des familles. Ailleurs, ça va être quelques chèvres et volailles. Mais il y a une vraie logique à cette association – c'est le sujet de ma thèse –, à cette synergie entre l'agriculture et l'élevage, notamment à travers des fonctions essentielles : la fumure animale, l'entretien de la fertilité des champs, et l'énergie animale pour la culture attelée et les transports. Mais il y a aussi un discours que je retrouve souvent dans les ONG actuellement, et dans certaines associations, qui est de dire : « Mais c'est formidable, on va leur faire faire du compost au Mali, au Burkina. Avec ça, ils vont entretenir la fertilité dans leurs champs et se passer des engrais minéraux ». Dans un « projet

compost » solidaire mené au Burkina avec nos partenaires, j'insiste sur cette question de la faible disponibilité de biomasse à composter : « *oui pour l'amélioration des composts, mais où est la ressource pour une production de masse ? Y a-t-il une biomasse disponible pour fabriquer beaucoup de compost ?* ». Patrick Dugué montrait déjà, il y a plus de vingt-cinq ans que les résidus de culture sont une denrée rare au Yatenga (Nord du Burkina Faso) : une partie est consacrée aux constructions, palissades, une partie stockée ou consommée par l'animal sur place, le reste est réincorporé au sol. Donc, oui, on peut faire du bon compost. Mais, actuellement, on ne peut pas envisager d'apporter des tonnes de compost à l'hectare, à des grands champs de céréales. Pour le maraichage, ou des petites parcelles intensifiées, c'est possible.

#### NE FAUDRAIT-IL PAS AUGMENTER LA PRODUCTION DE BIOMASSES PRIMAIRES ?

Le verrou est là. Il peut y avoir des dispositifs agroforestiers très intéressants à divers points de vue ; des aménagements antiérosifs végétalisés qui permettent d'avoir une production primaire avec des graminées pérennes comme les *Andropogon*, des arbres et arbustes « fertilisateurs », etc. Il est important de lever ce verrou... L'élevage extensif est forcément (sinon condamné) souvent relégué dans des zones défavorables, montagneuses, arides, et autres, où parfois, il n'y a pas beaucoup d'autres possibilités de mise en valeur que de conduire des herbivores sur parcours. Mais je crois beaucoup à la place de l'animal dans l'exploitation agricole, apportant un complément alimentaire très utile pour la famille ; ça peut être des petits ruminants, du petit élevage, volailles diverses, ça peut être des animaux de travail, des animaux laitiers. Bernard Faye a aussi écrit sur la place des camélidés en Asie centrale, c'est passionnant. Il y a des dynamiques autour du dromadaire et du chameau comme animal de transport, de travail, ou laitier. C'est assez impressionnant et ça prouve que les herbivores peuvent avoir leur place dans des systèmes très divers, pastoraux ou associés à l'agriculture.



Philippe Lhoste en mission en Syrie, en 1996, pour un appui au programme de recherche de Gustave Gintzburger, écologue Inra-Cirad, en poste à l'Icarda (Centre international de recherche agricole dans les zones arides).

**UNE AUTRE QUESTION BEAUCOUP PLUS GÉNÉRALE : QUAND VOUS REGARDEZ DANS LE RÉTROVISEUR, ET VOYEZ AUSSI L'AFRIQUE AUJOURD'HUI, AVEC LA REMISE EN CAUSE DE LA COOPÉRATION, AVEC PROBLÈME DE SÉCURITÉ, QUE VOUS DITES-VOUS ? « ON AURAIT PU FAIRE LES CHOSES DIFFÉREMMENT. ON A LOUPÉ DES TOURNANTS QUANT À LA LÉGITIMITÉ DE NOTRE INTERVENTION SUR LA MISSION DU CIRAD » ? AVEZ-VOUS DES RÉFLEXIONS PERSONNELLES, OU DES REGRETS, SUR LA FAÇON DONT INSTITUTIONNELLEMENT, NOUS AVONS MENÉ NOTRE MISSION EN AFRIQUE ?**

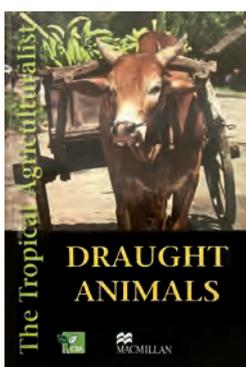
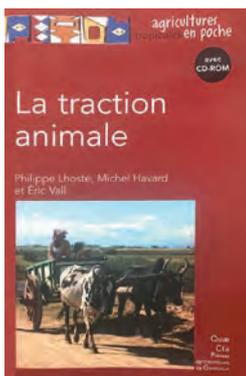
Globalement, on a sans doute fait des erreurs plus ou moins volontairement, même quand on a essayé d'africaniser nos équipes et je suis de ceux qui ont contribué à le faire. En début de carrière, sur le terrain, j'ai participé à la « camérounisation » de la recherche zootechnique, qui était bien avancée lorsque j'ai quitté ce pays, et ensuite à « l'ivoirisation » en Côte d'Ivoire, avec la mise en place de l'Idessa (Institut des Savanes). Donc, j'étais complètement dedans. J'ai apporté une certaine énergie à l'encadrement et à la formation des chercheurs nationaux, toujours imprégné du fait que c'étaient eux qui allaient nous succéder, et qu'il fallait qu'ils soient le mieux formés et le plus compétents possible, pour que ça se passe bien. Mais, ce n'était pas toujours le cas pour tous les membres de nos équipes, dont il fallait vaincre certaines réticences. En tant qu'institution, on aurait

pu mieux faire dans l'accompagnement et la formation. Il y a eu, heureusement, de nombreux chercheurs dont on a accompagné les thèses et qui sont revenus comme scientifiques et responsables, dans leur pays. Mais on n'a sans doute pas fait suffisamment, pas fait assez tôt, malgré certains exemples tout à fait remarquables en la matière.

Dans ce domaine, je regrette aussi que, dans les relations partenariales, nos équipes n'aient pas été assez impliquées dans des échanges et des dynamiques communes avec les partenaires du développement, les services techniques, éventuellement les services financiers, et autres. Deux situations m'ont enrichi. Tout d'abord, ma relation avec la Sodepra, en Côte d'Ivoire, qui avait été initiée par mon prédécesseur, Léon Letenneur. Cette relation partenariale recherche-développement a été assez exemplaire, bien vécue par les deux parties, et ensuite bien entretenue par



Philippe Lhoste en mission de prospection en Colombie, en 1998, à la demande de l'Ambassade de France, dans l'optique d'un développement de la coopération en matière de recherche agronomique et zootechnique.



En 2010, publication chez Quae d'un ouvrage collectif (Philippe Lhoste, Michel Havard et Eric Vall) sur la traction animale ; il sera ensuite traduit en anglais par Anthony Smith (Université d'Edimbourg), et publié chez Macmillan.

Étienne Landais et d'autres. Une autre situation avec la Sodeva au Sénégal (Société de développement du bassin arachidier) : j'ai eu des échanges, qui se sont enrichis par mes travaux sur le terrain. Quand j'ai pu leur présenter une typologie des agroéleveurs du bassin arachidier – qui avait ses limites car elle était faite sur deux gros villages – j'ai pu leur expliquer que le crédit qu'ils avaient ciblé sur une « exploitation moyenne » fictive avait forcément des impacts en termes d'évolution et en termes économiques. En effet, cette démarche masquait la diversité des situations qu'ils ne connaissaient pas assez bien. Je leur ai dit : « Vous avez des petits agriculteurs qui représentent 40 % de la population, et qui n'ont pas d'animal de trait. Ils empruntent éventuellement l'âne ou le cheval de leurs voisins. Vous avez aussi des gros agriculteurs avec plusieurs attelages qui travaillent pour les autres en se faisant payer. Donc, si vous faites du crédit ciblé sur « l'exploitation moyenne », disposant déjà d'un cheval et d'une paire de bœufs – vous allez l'aider à se développer. Elle va s'agrandir ce qui va faire disparaître les plus petits ; la question est de savoir si c'est ce que vous souhaitez... ». Le fait d'avoir fait ce travail de terrain, me mettait en position de débat avec eux. L'étude conduite grâce à la démarche systémique sur le terrain en milieu villageois nous rendait plus compétents pour échanger avec les agents de développement, et éventuellement faire évoluer leur méthode d'encadrement. Les « grandes messes » de l'Isra à Kaolack, avec Jacques Faye, Adama Faye, Madike Niang, Alain Anger, et autres... avaient l'intérêt d'une approche interdisciplinaire. Associer les agents du développement à ces échanges a été très illustratif, pour moi, de l'intérêt de ces approches globales. Mais il y a parfois des réticences de part et d'autre.

**UN CHERCHEUR DE TERRAIN APORTE DES ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION ET D'INTELLIGENCE POUR L'ENSEMBLE, QUI SONT IRREMPLAÇABLES ET FONT QUE L'ON EST RECONNU.**

Oui, ces apports de la recherche sont d'autant plus pertinents, que nos approches sont interdisciplinaires. J'ai vu ce que m'a apporté le fait de travailler avec un « géographe humain » au

Cameroun, comme Jean Boutrais de l'Orstom (devenu IRD). J'étais l'homme du zébu, et lui l'homme de l'élevage. Il m'a éclairé sur les éleveurs, leur organisation, leurs pratiques... De même, au Sénégal, avec Jacques Faye dans le bassin arachidier : c'est lui qui m'a éclairé sur l'organisation de l'élevage. J'ai publié ensuite des schémas tripolaires avec le pôle éleveur, le pôle territoire, le pôle troupeau... Ce sont des schémas qui ont été repris, et repris. Je ne sais pas quand il a germé dans ma tête, mais c'est grâce aux discussions et échanges avec Jacques Faye, Pierre Milleville, Étienne Landais, etc. Ainsi j'ai mieux compris que nous, les zootechniciens et les pastoralistes, nous avons trop souvent ignoré l'éleveur, d'où une moindre efficacité.

Un jour, Konrad Elsasser, économiste au Cirad, m'a expliqué sur le terrain, au Yatenga (Nord Burkina Faso), que les éleveurs faisaient le même diagnostic que moi sur le parasitisme de leurs petits ruminants, le faible rendement numérique et pondéral de leurs chèvres et de leurs moutons. Il m'a convaincu : « Tant que tu ne leur procureras pas des revenus supplémentaires à partir de leur élevage, notamment en organisant la filière, pour qu'ils vendent mieux leurs produits, en les organisant pour pouvoir traiter leurs animaux et limiter les pertes, ils n'auront pas les moyens de prendre des mesures techniques pour améliorer l'alimentation des animaux, par exemple. C'est donc peut-être un travail sur l'aval de la filière, qui améliorera leurs revenus et qui leur permettra de corriger leurs problèmes de pathologie et d'alimentation... ». Effectivement, il m'a donné une des clés du déblocage car ces éleveurs n'avaient absolument pas les moyens d'intervenir sur la santé ou l'alimentation de leurs animaux.

**À L'ÉCHELLE PLUS GÉNÉRALE, QUE PENSEZ-VOUS DE L'AVENIR DES CENTAINES D'ÉTUDIANTS QUE VOUS AVEZ FORMÉS EN AFRIQUE, COMPTE-TENU DE L'AMBIANCE AFRICAINE AUJOURD'HUI ? ÊTES-VOUS CONFIENT SUR LE FAIT QUE CETTE INTELLIGENCE SERVE D'UNE FAÇON OU D'UNE AUTRE AU DÉVELOPPEMENT ?**

On a parfois eu du mal à faire émerger une vraie communauté scientifique dans certains pays de coopération. Au Cameroun, j'ai eu le sentiment qu'on avait formé nos successeurs, mais que c'était encore léger à mon départ, en 1975. En Côte d'Ivoire, il y avait de forts effectifs de coopérants français ce qui a pu limiter la dynamique de « l'ivoirisation ». J'ai eu le sentiment de vivre réellement, de ce point de vue, une meilleure expérience, avec la création du département Système de l'Isra au Sénégal, notamment grâce à la personnalité de gens comme le regretté Jacques Faye, Étienne Landais, Josh Posner, etc. Là, il s'est passé quelque chose. L'un des objectifs très important de notre coopération en matière de recherche pour le développement, c'était de faire émerger une communauté scientifique nationale autonome. Dans certains pays, ça a été plus difficile. Actuellement, je suis complètement traumatisé par l'insécurité au Sahel due au terrorisme djihadiste. Dans mes engagements associatifs, j'étais très engagé au Mali, au Burkina Faso, au Niger, ou au Nord Cameroun. Comme ce sont des zones sinistrées au plan sécuritaire, j'avoue que ça m'a beaucoup secoué. Quand on voit des gens qui brûlent des drapeaux français à Niamey ou à Ouagadougou... Certes, nous n'avons pas été exemplaires en tous points, mais on a des partenaires plus anciens de ces pays, qui nous disent : « Ne rentrez pas dans leur jeu, c'est une minorité. Ils sont payés par les Russes. Ils ne savent même pas que la Russie existe et ils en brandissent le drapeau. C'est en ce moment qu'on a tellement besoin de vous ». C'est pour ça que je tente de les soutenir dans diverses associations de solidarité internationale, mais c'est une situation très difficile dont souffrent surtout les plus démunis de ces pays pour lesquels nos actions ont un effet si minime.

Des gens plus anciens de ces pays gardent un regard plus nuancé. Dans un collectif sur le Burkina Faso (« Case Burkina »), dans lequel on milite avec René Billaz depuis quinze ans, on garde de bonnes relations avec nos partenaires locaux ; dans ce collectif d'une bonne trentaine d'associations œuvrant dans le domaine de la santé, du développement rural, de l'éducation, on essaie de

mener des actions certes modestes mais correspondant aux priorités de nos partenaires ; comme par exemple, l'appui aux populations « déplacées internes », aux enfants en particulier. On ne peut malheureusement plus aller sur les terrains, mais on envoie en mission l'un de nos représentants pratiquement tous les ans, qui passe quinze jours ou trois semaines à Ouagadougou ; ainsi, ce sont nos partenaires qui viennent le rencontrer, depuis le Yatenga, l'Est, l'Ouest ou le Sud du Burkina Faso. Ils se rencontrent à Ouagadougou, apprennent à se connaître, et échangent sur leurs propres pratiques. Maintenant, il est difficile de travailler sur le terrain dans une bonne partie de ce pays, mais on maintient, à la demande de nos partenaires, de petits projets, sur le compost, le petit élevage, les cantines scolaires, les jardins, les kits sanitaires pour les gens déplacés, etc. Enfin, des actions humanitaires et parfois symboliques.

#### QUAND VOUS ÊTES PARTI À LA RETRAITE, VOUS AVEZ REÇU UN OUVRAGE DE TÉMOIGNAGES.

Effectivement, ils sont nombreux à me rendre des témoignages qui font chaud au cœur. J'en ai les larmes aux yeux quand je relis ça, de temps à autre ! C'est impressionnant, merci à Christian Corniaux, Guillaume Duteurtre, Eric Vall, Adama Faye, Véronique Ancey, Alioune Fall, Bernard Bonnet, Denis Gauthier, Eric Cardinale, Jean-Philippe Choisis, Norma Cervantes, Patrick Caron, etc. En fait, quand je regarde dans le rétroviseur, l'une des choses les plus gratifiantes, pour moi, ce sont les gens qu'on a contribué à former et qui font parfois un chemin remarquable, au Cirad, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Sénégal, dans les DOM-TOM...

J'ai rencontré à Montpellier Alioune Fall du Sénégal, qui a été directeur général de l'Isra, à un moment où il avait aussi la présidence du CORAF (Conseil Ouest et Centre-Africain pour la Recherche et le Développement agricoles), je lui ai dit : « Comment tu peux t'en sortir Alioune ? ». Il a fait un très joli témoignage, très court : « Philippe, c'est vous qui nous avez formés ».

#### AVEZ-VOUS QUELQUE CHOSE À AJOUTER ?

Les petites choses auxquelles je repense, d'un point de vue plus générique, c'est l'importance de l'interdisciplinarité – c'est totalement banal – ainsi que la nécessaire construction d'un potentiel et d'une communauté scientifique chez nos partenaires en coopération. D'où l'importance de la formation – je n'y reviens pas.

Je me rappelle d'une mission au Togo pour AVSF, où les gens me disaient : « C'est super le petit élevage, on gagne des sous ». Je réponds : « Qu'est-ce que vous en faites ? ». On me dit : « On achète des pesticides et des engrais » ! On n'arrivait pas à leur ôter ça de la tête, en présence du technicien qui leur appuyait dans ce domaine. On a sûrement fait des erreurs, et on n'ira certainement jamais assez loin, avec la diversité des partenaires sur le terrain avec lesquels il faut travailler. J'en reviens aux formations, c'est essentiel, je me répète !

J'en termine avec un de mes thèmes favoris : les défauts de capitalisation. Je me souviens de séminaires où quelquefois, on avait des jeunes néerlandais ou autres, qui nous donnaient des leçons sur les « Farming System » ! Je me disais : « Attendez, on fait ça depuis dix ou quinze ans... Mais on ne l'a pas capitalisé. On ne l'a pas fait valoir. C'est dommage ! ». Ça prouve néanmoins qu'ils avaient capté une partie du message. En effet, dans les regrets que je peux avoir, globalement, sur l'ensemble de ma carrière, c'est de ne pas avoir assez publié, peut-être faute de temps à y consacrer ? Il y a des tas de travaux sur lesquels très souvent, on aurait pu laisser des traces plus accessibles, alors qu'ils sont restés sous forme de « littérature grise » qui se perd.

J'espère très sincèrement que la nouvelle génération a intégré ces leçons de leurs anciens, ce que j'en vois de l'extérieur me paraît très encourageant.



En 2003, Philippe Lhoste en mission d'appui au Burkina Faso pour l'amélioration de l'utilisation de la traction animale (dressage et conduite des animaux de trait, mécanisation agricole en traction animale, ...), en relation avec Prommata, une association française qui travaille sur la promotion de la traction animale et l'amélioration des équipements agricoles.